

Notre gala avec

Georges BRASSENS

Voir
page 2

Le MONDE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

No 116

Nov. 1965 2 F.

Résultats du 5 décembre :



Dessin de Maurice Frot.

un perdant :

Le Travailleur !

VIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

PARIS

GROUPE DES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE
S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE
Ecrire : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Réunion du groupe samedi 6 novembre, à 17 heures précises, 110, passage Ramey, Paris (18^e).

Ordre du jour :
— Nos problèmes de propagande ;
— Les cours de formation anarchiste ;
— Gala du M. L. ;
— Notre local ;
— Divers ;
— Le quart d'heure du militant, par J.-L. GERARD ;
Pour tous renseignements, téléphoner à ORNANO 57-89.

GROUPE DE LIAISONS INTERNATIONALES.
Réunion habituellement les 1^{er}, 3^e et 5^e samedis du mois.
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES ANARCHISTES.
Pour tous renseignements, écrire à Jacques Sorel (J.R.A.), 110, passage Ramey (Paris-18^e).

GROUPE LIBERTAIRE DURUTTI
Réunion chaque vendredi. Pour tous renseignements, écrire ou prendre contact avec Claude MICHEL, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE D'ACTION SPONTANEE
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GROUPE LIBERTAIRE JULES VALLES
Ce groupe se réunit chaque semaine dans le 13^e arrondissement.
Pour tous renseignements, écrire au camarade PEREZ Richard, Poste restante, Paris 118

GROUPE DE LA TRIBUNE D'ACTION CULTURELLE
Réunion tous les jeudis, à 18 heures, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

REGION PARISIENNE

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredis).

AULNAY
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

MONTREUIL-SOUS-BOIS ET ENVIRONS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Robert PANNIER, 244, rue de Romainville, à Montreuil.

VERSAILLES
GROUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. Fayolle, 24, rue des Condamines, Versailles (S.-et-O.).

PROVINCE

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie

BORDEAUX
GROUPE ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
Réunion tous les premiers mardis du mois au local du mouvement libertaire bordelais, 7, rue du Muguet, à 20 h 30.
Pour le groupe F.A. de Bordeaux, s'adresser à : Ph. JACQUES, 21, rue Maignon, BORDEAUX.
Pour l'Ecole rationaliste F. Ferrer et le B.I. : J. SALAMERO, 71, quai des Chartrons, BORDEAUX.
Pour les J.L., 7, rue du Muguet, BORDEAUX

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Pour tous renseignements, s'adresser à Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

CHALONS-SUR-MARNE
Un groupe libertaire se fixe pour tâche de divulguer les idées de la Fédération anarchiste dans la Marne est en formation à Châlons.
Pour tous renseignements, écrire à Georges BOUFFET, poste restante, Châlons-sur-Marne.

EVREUX
GROUPE LIBERTAIRE DE L'EVRE
Pour tous renseignements, écrire à LEFEBVRE, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRENOBLE
GROUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE SPARTACUS
S'adresser à KRAVIS, 162, rue Léon-Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LORIENT
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser G. H., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Réunion tous les vendredis à 20 h 30. Pour tous renseignements écrire groupe Bar du Rhône, 14, rue Jean-Lorrivé, LYON (3^e).

GROUPE BAKOUNINE
Réunions tous les vendredis à 20 h 30. S'adresser à Alain Thévenet, 12, rue Duhamel, Lyon (2^e).

LILLE
GROUPE FEDERATION ANARCHISTE
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MARSEILLE
Pour prendre contact avec les groupes MARSEILLE-CENTRE, MARSEILLE-ST-ANTOINE, JEUNES LIBERTAIRES, écrire au Comité de liaison F.A.-J.L. René LOUIS, 13, rue de l'Académie, MARSEILLE (1^{er}).

MONTLUÇON-COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis Malfant, rue de la Pêcherie, à COMMENTRY (Allier).

MONTPELLIER
GROUPE ANARCHISTE
Adhérents et sympathisants, réunions tous les samedis à 17 h. Pour correspondance : S.I.A., 21, rue Vallat, Montpellier.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER
Pour tous renseignements, s'adresser à GUYON Marcel, 23 bis, rue Jean-Jaurès, NANTES (Loire-Atlantique).

LORRAINE
GROUPE ANARCHISTE
Sections de Metz et Thionville
Pour tous renseignements, s'adresser au groupe Liaisons Internationales, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

OYONNAX
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser, 3, rue Ternaux (Paris (11^e)).

NORMANDIE
Sections à Barentin, Louviers, Le Havre, Rouen.

GROUPE JULES DURAND
A Rouen, exposés, débats publics tous les 2^e mardi de chaque mois au café Le Château d'Eau, place de Gaille, à 21 heures.
S'adresser à A. Dauguet, 41, rue du Controt-Social, ROUEN (Sna-Maritime).

GROUPE ANARCHISTE (CALVADOS)
Pour tous renseignements s'adresser à J.-P. Belliard, Ecole à Courson par St-Sever (Calvados).

SAINT-ETIENNE
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser au camarade H. Freydeur, 21, rue Ferdinand, SAINT-ETIENNE (Loire).

SAINT-NAZAIRE
Un groupe anarchiste va reprendre ses activités. Réunion, le premier vendredi de chaque mois. Pour tous renseignements, s'adresser à PERROT Yvon, 16, rue Roger-Salengro, Saint-Nazaire.

STRASBOURG
GROUPE DE RECHERCHES LIBERTAIRES
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

TOULON
Formation d'un groupe anarchiste Ecrire provisoirement à Jean MARTIN, poste restante Centrale, Toulon, qui vous répondra immédiatement.

TOULOUSE
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser J.-C. BRUNO, 41, rue Camille-Desmoullins, TOULOUSE (Haute-Garonne).

VANNES
Formation d'un groupe. Pour tous renseignements s'adresser à LOCHU, 3, pl. Bir-Hakeim, VANNES (Morbihan).

Activité des groupes

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL
Cours de formation anarchiste
Le 1^{er} cours aura lieu
Jeudi 25 Novembre
de 18 h 30 à 19 h 30
110, passage Ramey, Paris (18^e)
(Métro Joffrin ou Marcadet-Poissonniers)
Sujet traité : L'ANARCHISME
Pour inscription ou tous renseignements concernant le calendrier des cours, écrire à Bernard Stepanyk, 8, rue Ernest - Fontaine, Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise) en cas d'urgence téléphoner à ORN 57-89

F.A. TRESORERIE

Militants de la F.A., pour notre mouvement la propagande est vitale, n'attendez pas pour régler vos cotisations au C.C.P. de la Trésorerie. Nous vous rappelons également que les budgets de la CAISSE DE SOLIDARITE et du FONDS D'EDITION étant autonomes, nous vous demandons pour faciliter notre tâche de bien préciser lors des envois de fonds Caisse de Solidarité et Fonds d'édition. D'avance merci !
Faugerat James, 3, rue Ternaux, Paris (11^e). C.C.P. 7 334-77 Paris.
Cotisation minimum : 1 franc par mois et par adhérent ou 12 francs par an.

DERNIERE MINUTE

Mariano GARCIA n'est plus

Le manque de place nous empêche de publier l'allocution faite par Maurice Laisant sur sa tombe.
Condamné à mort par Franco, ce fut un militant de toujours. Il était le père de notre ami Thomas GARCIA, militant de la F.A.

GRAND GALA

organisé
par le GROUPE LIBERTAIRE de TOULOUSE
au profit de son comité d'entraide

Samedi 27 novembre à 21 heures

au PALAIS DES SPORTS
TOULOUSE

AVEC

Léo FERRÉ

ET

Rosalie DUBOIS
Les TAGS-BROTHERS
Maurice ALBAS du Caveau de la République

Prix des places : 10 F

Location Café BODIOS, Place du Capitole

Camarades, sympathisants, retenez bien cette date et venez avec votre famille, vos amis...

MERCREDI
10
NOVEMBRE
à 20 h. 45

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, PARIS-5^e

(Métro Maubert-Mutualité)

Gala annuel du « Monde libertaire »

Organisé par l'Association pour l'étude et la diffusion des philosophies rationalistes au profit de son Comité d'entraide

Un programme inoubliable présenté par Simone CHOBILLON

avec

Georges BRASSENS

Les Chauve-Souris

DADZU

Rosalie DUBOIS

Patrick MORELLI

Gilles NAUDIN

André VALARDY

et Denise BENOIT

Allocution de Maurice LAISANT

Au piano : Yvonne SCHMITT

Régie artistique : Suzy CHEVET

Dès maintenant il est urgent de retenir ses places (8 F.)

Librairie du journal, 3, rue Ternaux (11^e). VOL. 34-08.
C.N.T.E., 24, rue Sainte-Marthe (10^e).

Au concierge de la Mutualité ou près des militants de la F.A.

(Ouverture des portes à 20 heures)

Notre ami Maurice Frot, auteur du « Roi des Rats » (Editions Gallimard) signera son livre au stand de notre librairie

OU SONT LES RÉACTIONNAIRES ?

« EN ne votant pas « Mitterrand » le 5 décembre, en vous abstenant, vous ferez le jeu de la réaction, vous permettrez la continuité du régime gaulliste. » Certes il n'est pas un anarchiste qui ne souhaite effectivement voir le régime gaulliste, et De Gaulle avec lui, balayés hors de la scène politique française. La perspective d'infliger une défaite cuisante à la hautaine suffisance de De Gaulle est, il est vrai, une tentation alléchante pour ceux qui ont dû subir son arrogance pendant sept ans. Il peut donc sembler étrange que nous ne saissions pas l'occasion qui nous est offerte le 5 décembre pour tenter de mettre fin à son règne. Reste à savoir si un militant révolutionnaire se place du point de vue de la satisfaction subjective de certaines rancœurs ou de l'efficacité de la lutte pour l'abolition de l'exploitation. En effet, le problème tel qu'il nous est présenté est le type même du faux problème, du problème piège. On tend à nous faire transférer sur De Gaulle l'insatisfaction accumulée pendant ces années, alors qu'elle n'a rien à voir, ou presque, avec le dirigeant mais qu'elle a ses sources dans le système social où nous vivons. Ce qu'il est nécessaire de déterminer, d'après nous, c'est si la défaite de De Gaulle peut entraîner une nouvelle orientation de la politique sociale en France et dans ce cas seulement s'abstenir serait effectivement adopter une attitude contre-révolutionnaire. Dans le cas contraire nous prétendons que demander de voter le 5 décembre c'est détourner les travailleurs de la lutte contre les causes réelles de leurs situation, c'est leur demander de se dévouer contre un bouc émissaire, c'est les démobiliser et les bernier une fois de plus.

*

De Gaulle, c'est bien connu, joue la politique du grand capital, des monopoles; c'est dans leur intérêt qu'a été établi le plan de stabilisation ainsi que le V^e plan. Leur but est de transformer l'économie française en une économie compétitive, capable de se lancer à la conquête des marchés étrangers. Pour cela il leur faut produire plus et à meilleur marché, c'est-à-dire perfectionner les instruments de production en opérant des concentrations et en introduisant l'automatisation. Cela impose de couler les petites industries qui sont un fardeau, et d'investir d'énormes sommes dans l'infrastructure qui permettra l'automatisation. Où les trouver ? Dans une compression des salaires; comment l'obtenir ? en disposant d'une masse de chômeurs (plan de stabilisation et V^e plan). Ce n'est pas « l'orgueil » de De Gaulle, comme des explications idéalistes voudraient nous le faire croire, qui l'amène à s'opposer aux U.S.A. et à poursuivre une politique « d'indépendance nationale » : c'est l'opposition entre les monopoles américains et les monopoles français qui cherchent à conquérir leur autonomie et, dans certains secteurs, à s'étendre aux dépens des premiers. Il en est de même pour la fameuse « ouverture » vers les pays de l'Est et vers la Chine qui vise à conquérir des marchés dans des zones où la concurrence américaine est la moins redoutable.

Que propose Mitterrand et que peut-il faire ? Certainement pas la révolution, c'est donc dire qu'il devra,

dans le cadre de l'économie capitaliste, soit poursuivre la politique de De Gaulle sans De Gaulle, soit laisser le champ libre à la concurrence américaine, en maintenant toujours le système d'exploitation de l'homme par l'homme. En tout cas, ce qui est sûr, et il n'y a qu'à se référer aux exemples de Nenni en Italie et de Wilson en Grande-Bretagne, c'est qu'il pourra démobiliser la classe ouvrière et lui arracher des concessions que les monopoles ont du mal à lui arracher, sous prétexte que pour réussir une politique de « gauche » la collaboration et le sacrifice des travailleurs sont nécessaires. Cette analyse, qui voudrait montrer que les travailleurs n'ont rien à gagner à l'élection de Mitterrand, est commune à des détails près, aux anarchistes et aux branches du marxisme qui se prétendent révolutionnaires. Mais l'analogie s'arrête là car alors qu'une candidature basée sur un « programme de classe » comblerait leurs désirs, nous prétendons pour notre part qu'appeler à voter même pour une telle candidature serait détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire. Ou bien les travailleurs ont assez de force pour s'imposer face aux classes dominantes, et ils n'ont alors aucun besoin des artifices de la démocratie bourgeoise, ou bien ils ne sont pas assez forts et en faisant de la propagande autour du mythe électoral on dévie leur lutte de classe vers des voies de garage. On nous objectera que du moins, le fait soit de présenter un candidat « pour toute la gauche », soit de présenter un candidat sur un « programme de classe » donne aux travailleurs l'occasion d'une prise de conscience de leur force et de leur unité. Nous prétendons qu'au contraire c'est là une occasion de dissoudre leur conscience de classe en lui assignant un but qui n'est pas le sien. De toute façon la pratique électorale s'inscrivant dans la stratégie qui consiste à s'emparer du pouvoir politique comme « préalable » à l'accomplissement de la révolution qui ne vient « qu'après », nous ne pouvons que dénoncer cette pratique et cette stratégie comme portant en elles-mêmes la négation de ce qu'elles prétendent atteindre. L'histoire est là pour nous le montrer, la conquête du pouvoir politique à travers la méthode électorale ou le coup d'Etat, par les « représentants des travailleurs » n'a jamais mené à une révolution et, ce qui est plus grave, la lutte dans laquelle on entraîne le prolétariat pour cette conquête du pouvoir politique le détourne de la seule méthode révolutionnaire qui soit : la prise de conscience dans la lutte à travers l'action directe.

*

En votant le 5 décembre ce n'est pas un « pas en avant » que tu feras faire à l'émancipation de l'homme, mais bien au contraire tu ne feras que la retarder. Ce n'est pas non plus en t'abstenant purement et simplement que tu contribueras à cette marche en avant, et nous ne nous reconnaissons pas dans tous les abstentionnistes, mais en démythifiant la pratique électorale, en luttant avec nous par l'action directe, pour la gestion directe fédéraliste.

TOMAS.



Georges BRASSENS
« dans son ermitage »

Sommaire

N° 116 - Novembre 1965

	Page
Propos subversifs	
Journalistes et Putains par Le Père PEINARD.	5
A rebrousse-poil par P.-V. BERTHIER.	4
Clins d'œil	5
En France	
Où sont les réactionnaires ? par TOMAS.	3
Liberté d'expression par J.-L. GERARD.	5
Le Planning familial : une interview .. par M. LAISANT.	8 et 9
Syndicalisme	
Lettre à Frachon par E. KOSCA.	7
De la politique de présence aux conseils consultatifs par MONTLUC.	7
Notés sur « La grande division des travailleurs » de LABI par M. PREVOTEL.	6
Dans le Monde	
La Rhodésie par G. SCHAAFS.	4
Nouvelles algériennes par PIERRIK.	6
Le Congo par Daniel FLORAC.	10
Chômage en U.R.S.S. par Gr. BALKAUSKY.	16
Le Pape prend l'avion par HEMEL.	4
Les malheurs du Pape par PANNIER.	11
Informations internationales et actualités anarchistes par le G.L.I.	12
Recherches libertaires	
Redécouverte de Sorel par R. FORAIN.	10
Lettres, Arts, Spectacles	
Le cas Fantomas par J. DUPERRAY.	13
Le livre du mois par Maurice JOYEUX.	15
Le cours d'une vie de Louis Lecoq par M. JOYEUX.	13
Le cinéma par ROLLIN.	14
Les disques par J.-F. STASS.	14
Variétés par Suzy CHEVET.	14
Un aveu de la Maffia par J.-L. GERARD.	13

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction Administration
3, rue Ternaux, Paris (11^e)
VOLtaire. 34-08

Compte postal Librairie Publico Paris 11289-15

Prix de l'abonnement

France : 6 numér. 10,00 F
12 numéros 20,00 F
Etranger : 6 numéros 10,60 F
12 numéros 21,50 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, Paris (11^e)

Nom

Prénoms

Adresse

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant
19, rue du Croissant - Paris (2^e)

LE PAPE PEUT PRENDRE L'AVION IL NE NOUS MÈNERA PAS EN BATEAU

TOUT le monde est d'accord ? Nous, pas. Il peut faire marcher les paralysés, nous ne marchons pas.

Catholiques, protestants, religieux de toutes les confessions s'émerveillent, certains laïcs s'en mêlent et, au nom des agnostiques ou des athées, ajoutent leur voix au concert.

C'est ainsi que Morvan Lebesque a eu la candeur de voir dans les promenades pontificales un geste d'une grande signification pour la Paix, et tous les écrans de France nous l'ont fait savoir.

En vérité, si la Paix dépend des voyages d'un homme (serait-ce du pape), elle ne tient pas à grand'chose ; si le sort de milliards d'individus relève de la poignée de main, du sourire, du salut ou de la bénédiction de l'un d'entre eux, l'on peut se demander s'il n'est pas préférable que l'espèce humaine disparaisse jusqu'au dernier de ses échantillons.

Ce ne doit pas être l'avis de tout le monde si j'en juge pas la grande

foire qui a accueilli outre-Atlantique le souverain pontife.

Lolobrigida ou les Beatles n'auraient pas eu plus de succès.

Il est vrai que le chef de l'église a su s'élever à un tel rôle.

Pas un lanceur de poids, une star de music-hall n'aurait plongé avec plus d'aisance que lui dans la kermesse qui lui était réservée ; aucun, mieux que lui, n'aurait levé les bras dans un hurrah qui devait laisser rêveur les compagnons d'armes de Thierry la Fronde et Jean-Claude Drout lui-même.

Et la Paix ?

La Paix, Sa Sainteté l'a servie en allant serrer la main de celui qui, aujourd'hui, met le feu aux quatre coins du monde (j'ai cité le président Johnson, si d'aventure certains ne l'avaient pas reconnu).

Et la dignité et la liberté de l'homme ?

Le Chef spirituel de la catholicité les a célébrées en rendant hommage à une nation qui a la gloire de pos-

séder les marines : plus nazis que les nazis, plus fascistes que les fascistes, plus abrutis d'autorité et de servitude que ne le furent les pires déchets humains ; il les a célébrées en s'inclinant devant les chefs d'une nation où l'on est matraqué selon la couleur de sa peau (même si le souverain pontife a poussé une pointe dans le quartier de Harlem, ce qui ne coûtait pas cher et était de bonne propagande).

Après quoi, il n'avait plus qu'à rejoindre l'aérodrome pour le chemin du retour.

On continuera à se battre en Orient et en Occident, à emprisonner et à torturer au Viêt-nam ou dans la très Sainte Espagne, le pape a voyagé, cela ne suffit-il pas à sauver la civilisation ?

Regardons-y d'un peu plus près ; derrière toutes ces momeries à couleur de liberté et de pacifisme, il importe d'y voir clair.

Nous savons qu'avec la même onction qu'il a montrée à appeler de ses vœux de Paix sur la terre, le Vatican bénira demain les armées, en reconnaissant que « devant les événements imprévisibles... ».

La vérité, c'est que la foi n'est plus qu'un souvenir, que l'anachronisme d'une religion, à l'usage de l'homme de l'âge de pierre, ne se survit dans l'ère atomique qu'au prix d'une jonglerie de tous les instants, et que l'on voit tous les jours l'Eglise mettre de l'eau dans son vin de messe et du jus de la treille dans son eau bénite.

La vérité, c'est que les bons catholiques, que les pieux enfants de chœur, que les ménages on ne peut mieux pensants, vous se soulagent la rate au sortir de la messe, en allant écouter Brassens et applaudir à ses propos de mécréant.

La vérité, c'est que non seulement il ne se trouve plus un curé pour croire aux balivernes de l'Évangile — ce qui n'est qu'un détail — mais qu'il ne se trouve plus un fidèle pour y souscrire sérieusement — ce qui est plus gênant pour le commerce pontifical.

Alors se manifestent deux tendances au sein du clergé : les ultras qui se refusent à toutes concessions (on les trouve en majorité dans les pays de dictature où l'Eglise a les coudees franches comme l'Espagne, où elle détient le monopole du mariage et du reste), et ceux, plus intelligents, qui se rendent compte qu'à brève ou longue échéance il faudra mettre les pouces, et qu'il vaut mieux le faire de bonne grâce quand il est temps, que dans la panique quand il sera trop tard.

Alors ceux-ci lachent du fil, prêtent un sens symbolique aux propos et aux actes du clergé, feraient passer, s'ils le pouvaient, l'inquisition pour une légende, et Dolet, le Chevalier de la Barre ou Francisco Ferrer pour des personnages mythiques ; ceux-ci sont disposés à revoir de près les saintes et éternelles écritures pour y apporter quelques petites rectifications, à cligner de l'œil aux autres religions pour un front commun de la croyance, à pousser leur retable jusqu'aux agnostiques et aux athées « qui sont des croyants qui s'ignorent ». Pourquoi pas ?

Il faut s'adapter, il faut un pape « new look », un pape qui ouvrirait le bal et chanterait la carmagnole si besoin en était.

Il faut bien replâtrer la maison et remplacer les solives si l'on ne veut pas que le plafond vous tombe sur la tête.

HEMEL.

A rebrousse-pail
par P.-V. BERTHIER

PLÉBISCITE NAZI

SOUS Hitler, les consultations populaires au suffrage universel étaient « libres » en ce sens que, le gouvernement ayant posé une question, le peuple avait à sa disposition dans les bureaux de vote :

- 1° Des bulletins « oui ».
- 2° Des bulletins « non ».

3° Un isolement permettant à l'électeur de voter secrètement « oui » ou « non ». Mais les bureaux de vote étaient tenus et surveillés par des hitlériens militants, et une vaste banderole avertissait l'électeur dès l'entrée « Si tu es un traître, sers-toi de l'isolement ».

A midi, des hitlériens fanatiques relevaient les noms de ceux qui n'avaient pas encore voté et allaient les relancer à domicile en leur offrant de les conduire en auto jusqu'au bureau de vote. Grâce à cet excellent système, on avait des participations de 97 % de votants et sur le nombre de ceux-ci on obtenait jusqu'à

99,8 % de « oui ». Il y avait, on le voit, quelques obstinés qui réussissaient quand même à s'abstenir ou à voter « contre ». Honneur à ces obscurs héros !

Cela, c'était sous la barbarie national-socialiste. Les choses, heureusement ont changé. N'y a-t-il pas à l'Est une Allemagne démocratique socialiste, ouvrière, et tout et tout ? Voici justement qu'elle vient de voter...

Et dans quelles conditions ?

Il s'agissait d'élire des conseillers municipaux et des délégués aux diètes de districts. Eh bien ! la liste gouvernementale, dite de « Front National » (national et socialiste, cela va sans dire) a réuni la bagatelle de 99,89 % des suffrages exprimés. Ce qui n'empêchait pas les élections d'être parfaitement « libres », jugez-en :

Pour la première fois, l'électeur était autorisé à rayer des noms sur la liste unique qui pouvait en effet — innovation sensationnelle — comporter jusqu'à 20 % de candidats de plus qu'il n'y avait de

sièges à pourvoir. Il est vrai que les candidats additionnels ne pouvaient pratiquement pas être élus : il aurait fallu, pour que l'un d'eux le fût, qu'un des postulants officiels n'eût pas réuni sous son nom la moitié des voix nécessaires.

En même temps, une campagne obsessionnelle était lancée dans tout le pays pour inciter les électeurs à ne pas user du droit qui leur était reconnu en principe. Partout des « brigades ouvrières » jurèrent rassemblées par le parti et allèrent voter collectivement au pas cadencé « en proclamant leur intention — écrit un témoin — de ne pas se servir de l'isolement ». Les équipes d'usine se rendirent aux urnes pour déposer leurs bulletins avec une unanimité et une discipline dont on n'avait pas vu d'exemples depuis... depuis...

Depuis quand, au fait ? A quelle date eut lieu le dernier plébiscite hitlérien ?

P.V. BERTHIER.

DICTATURE BLANCHE EN RHODÉSIE

par Gérard Schaafs

LA Rhodésie est à l'ordre du jour. Proclamera-t-elle unilatéralement son indépendance ? Les forces de l'O.N.U. devront-elles intervenir ? L'Afrique centrale s'apprête-t-elle à sombrer dans un nouveau conflit du type congolais ? Ces quelques questions cachent un drame dont on parle peu, dont on ne parle pas : le sort de 3 700 000 Africains. Le paysan, le travailleur noir de Rhodésie n'a rien à foutre de ces questions de « haute stratégie politique ». Ce qu'il veut c'est ne plus être affamé, brimé, expulsé, parqué, emprisonné, assassiné. Réduit en esclavage par 220 000 blancs.

Un peu d'histoire

Dès 1880, les Européens commencent à occuper la Rhodésie. Le Premier ministre de la colonie du Cap, le milliardaire Cecil John Rhodes (1853-1902) fonde et organise la « British South Africa Company », chargée de prospecter et d'exploiter les éventuelles ressources minières, que l'on supposait très importantes. Les représentants de

la compagnie obtiennent du chef des Matabélés (peuple Cafre-Zoulou établi dans cette région depuis 1834) l'abandon, pour lui et son peuple, de tous leurs droits miniers sur l'étendue d'un territoire qui allait devenir la Rhodésie. En 1889, le gouvernement britannique crée un protectorat en Rhodésie du Sud et en octroie l'administration, avec pleins pouvoirs gouvernementaux, à la British South Africa Company.

Toute une raclure de « pionniers » blancs déferle sur la Rhodésie, écrasant au passage plusieurs rebellions des Matabélés, notamment en 1892. Les colons s'emparent des terres, les Africains sont chassés, parqués dans des réserves pour y être embauchés par les nouveaux maîtres du pays.

En 1907, moins de 15 000 colons participent à un vote pour décider du sort de la Rhodésie. La majorité préfère un gouvernement autonome au rattachement à l'Afrique du Sud. 2 500 000 Africains n'avaient pas été consultés. En 1923, la Rhodésie du Sud devient colonie de la Couronne avec un gouvernement intérieur autonome. En 1953, l'administration de

la Rhodésie du Sud est incorporée à la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland, Fédération dissoute le 31 décembre 1962. Rien n'empêchait les blancs de poursuivre leur politique raciste. Ils allaient en profiter.

L'enfer blanc

Il y a 3 700 000 Africains, 220 000 Européens, 11 000 « races mêlées » et 7 500 Asiatiques en Rhodésie. Un Asiatique gagne autant que sept Africains, un blanc autant que quatorze. Les Africains ne peuvent vivre dans les villes, parqués dans des ghettos, que s'ils occupent un emploi dans cette ville. Ils sont, comme en Afrique du Sud, tenus de présenter, à tout moment, un « laissez-passer ». Interdiction leur est faite de se trouver hors de leur domicile après 21 heures.

Une disposition imposée par les Britanniques interdit au gouvernement rhodésien de promulguer des lois discriminatoires, sauf si « elles peuvent être raisonnablement justifiées par les intérêts de la Rhodésie du Sud ». Raisonnablement justifiées ! Les Salauds ! C'est vraiment comode. Et ils « ont mis le paquet » :

— La « Native Affairs Act » de 1927 permet d'emprisonner tout Africain coupable de critiquer publiquement un organisme de l'Etat ou un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Cette loi autorise, en outre, l'expulsion des Africains et la démolition de leur domicile ;

— La « Land Appointment Act » de 1931 divise le pays en zones blanches et « non blanches », permettant ainsi un contrôle terriblement efficace des Africains ;

— La « Preventive Detention Act » de 1959 permet l'arrestation préven-

tive, et pour une durée illimitée, de tout membre d'une association dissoute. C'est ainsi que 2 000 membres de l'African National Congress (mouvement nationaliste de libération) sont emprisonnés depuis 1959. Cette loi interdit aussi le vagabondage. Tout Africain qui ne dispose pas de moyens de subsistance jugés suffisants est considéré comme vagabond. Il est d'usage, lorsque la police désire « retirer de la circulation » un individu considéré comme « dangereux », de s'adresser à son employeur qui le fout immédiatement à la porte. Dès que l'homme se retrouve dehors, il est arrêté comme vagabond, puisque sans travail et, par conséquent, sans moyens de subsistance.

Le recours à la guerre

Dans de telles conditions, parler de « l'indépendance » de la Rhodésie est stupide. Stupide et indécent. Lorsqu'une minorité raciale exploite 94 % de la population, il ne peut y avoir d'indépendance. Les petites querelles des blancs de Londres et de Salisbury ne doivent pas faire illusion et la Grande-Bretagne a bonne mine de condamner, maintenant, une politique qu'elle a toujours, non seulement encouragée, mais aussi pratiquée dans toute sa rigueur.

Un des dirigeants rhodésiens déclara un jour : « L'homme blanc en Afrique centrale va avoir recours à la guerre. Le Monde devra alors décider s'il doit ou non s'engager dans la première guerre de « couleur ». La première, mais pas la dernière.

Il n'est pas exclu que le Monde s'engage dans une telle aventure. De toute façon, une telle situation ne peut durer éternellement. Il faudra bien un jour tout cela se termine, d'une manière ou d'une autre...

Journaliste ou Putain ?

LE 15 octobre dernier, trois chercheurs français, trois professeurs se voyaient décerner le prix Nobel de Médecine. La « presse d'information » s'empara du fait, le transforma en événement, l'amplifia, le déforma, et finalement le jeta en pâture à ses lecteurs quotidiens. Ce fut du délire. Pire que lors du voyage de l'ensoutanné-en-chef à New York. Le sensationnel à tout prix. « La merveilleuse histoire des trois copains du Nobel... » « Depuis 37 ans, la France... » etc. J'en passe, et non des moindres.

Bien sûr, on savait déjà que la presse dite (bien abusivement d'ailleurs) « d'information » était, à des degrés divers, plus ou moins pourrie. Et plutôt plus que moins. Comme tout le reste. Pourrie, gâtée, corrompue, vérolée jusqu'à plus soif, jusqu'à la moelle. Plus rien à en tirer. Rien qu'un petit tas d'immondices, qu'un amas de débris, qu'un ramassis de saloperies. Des conneries qu'un grand nombre de braves types ingurgitent presque inconsciemment, tant bien que mal, sans trop y croire certes, mais sans s'indigner non plus. L'abrutissement organisé en quelque sorte. Et tous les jours, ils allongent leurs trente balles pour payer cette espèce de petite drogue, cette petite merde qui pue, qui terminera sa carrière là d'où elle n'aurait jamais dû sortir : dans les chiottes !

C'est triste. Dégoûtant, révoltant. Profondément dégueulasse. Trois types qui travaillent dans un grenier mansardé, sans moyens, dans des conditions déplorable. Personne ne s'en préoccupe. Tout le monde s'en fout. La recherche

scientifique qu'est-ce que c'est ? Aucun intérêt pour la « presse d'information ». Ça ne se vend pas !

Et puis, un beau jour, le prix Nobel. Comme un seul homme, je l'entonne des petits couplets patriotiques du genre « les biologistes français parmi les meilleurs du monde... ». L'autosatisfaction, ça ne coûte pas cher et c'est pratique. Que les chercheurs doivent se débattre au milieu de difficultés pratiquement insurmontables, qu'ils travaillent dans des conditions plus que déplorable, avec des moyens nettement insuffisants, nul ne s'en préoccupe. La « grande presse » n'en parle pas. Elle ferme sa sale gueule. Sa gueule moche de grenouille de tous les bénitiers. Faut faire un choix, on ne peut pas parler de tout. Et puis s'indigner, attirer l'attention du public sur la misère de la recherche scientifique ; cela risque de déplaire au gouvernement, ou aux commanditaires, ou aux annonceurs, ou...

Mieux vaut parler des « crimes impunis », des hold-up réussis, ou du trou du cul de la princesse Machin-chose qui s'est fait sauter par l'ambassadeur X... dans les salons du grand hôtel Y... (dont vous trouverez, par ailleurs, une publicité attrayante), ou de telle ou telle mignonne cinématographique dont le soutien-gorge s'est dégradé au passage de la DS présidentielle. Tout leur est bon pour vendre leur salade. Tout. Absolument tout.

La « presse d'information » ? Elle fait le trottoir sur les allées du pouvoir.

LE PERE PEINARD.

Clins d'œil

GROS MALIN

« Comme nous, les socialistes, déclare Tixier-Vignancour, sont contre de Gaulle, et comme ils n'ont aucune chance que leur homme soit élu, alors... qu'ils votent pour moi. »

Comme c'est simple !

Ce dont Tixier-Vignancour ne nous parle pas, c'est des chances qu'il a (ou plutôt qu'il n'a pas) d'être élu.

GROS MALADROIT

Dans sa visite aux Ardennes, le Pompidou a déclaré : « Si nous inaugurons l'école des filles avant celle des garçons, c'est parce que la France est le pays de la galanterie... » et aussi parce que les femmes sont plus gaullistes que les hommes.

En langage clair, si tous les Français paient leurs impôts, seules les municipalités gaullistes bénéficient d'avantages sociaux.

Jojo... comme les ballets roses, ce sont des choses qui se font, mais qui ne se disent pas !

GROS SALAUD

Guy des tomates pourries et des œufs Mollet vient de donner un échantillon de plus de son petit savoir politique.

Pour être plus certain que Mitterrand, candidat de la gauche ne soit pas élu, il tente de lui filer Pinay dans les pattes.

Le substitut rappelle que Figueras a déjà eu cinq condamnations à des peines d'amende et une condamnation à une peine de prison avec sursis. Eu égard à son « activité d'outrageur et de diffamateur professionnel » il réclame la peine la plus forte c'est-à-dire la prison et la destruction de l'ouvrage.

Dans sa plaidoirie, M^e Jean-Marc Varaut parle de « lèse-majesté », d'« inquisition ». Il donne lecture d'une lettre de M^e Jacques Isorni cité comme témoin mais absent : « Figueras est un romantique dans un siècle réaliste... C'est un homme trompé... C'est aussi un homme qui vit modestement de sa plume libre. »

« Il s'agit d'un livre polémique, soutient M^e Varaut. Peut-on demander à un pamphlétaire de séparer la forme et le fond ? Ce sont deux éléments indissociables pour un écrivain. Peut-on demander à un Céline d'écrire comme M. Maurice Duverger ? D'ailleurs, aucun journal, aucun éditeur ne veut plus de Figueras, ne veut plus courir le risque de comparaître à son côté. Figueras, pour ce livre, a dû se faire son propre éditeur. On peut se demander, en passant, pourquoi son imprimeur n'a pas été poursuivi. Peut-être parce que c'est un cousin de Malraux ? »

M^e Varaut réfute l'accusation d'apologie du crime de meurtre. Il réfute aussi l'accusation de provocation au crime de meurtre. « Mieux vaudrait parler d'offense, dit-il. A l'origine, la loi de 1881 ne retenait pas la provocation. Il a fallu les bombes des anarchistes, il a fallu 1893, l'Assemblée nationale troublée par les bombes, Vaillant, Ravachol... »

En conséquence, il demande la relaxe de son client. Il ajoute qu'à la veille des élections présidentielles « il serait désagréable de s'entendre dire que seule la louange est permise et la critique interdite. » Il veut que l'on puisse dire : « La liberté même de mal penser est encore permise. »

L'audience est levée à 17 h. 20, elle a duré 1 h. 20.

DES VEDETTES

Le procès qui s'ouvre le vendredi suivant (8 octobre) a une tout autre allure bien que joué dans le même décor (17^e Chambre correctionnelle) avec les mêmes principaux personnages (le même défenseur : M^e Jean-Marc Varaut, le même président : le juge Bracquemont, le même accusateur : le substitut Chardonnier).

J'arrive au Palais vers 14 h. 20. Des grilles ont été placées aux abords de la Chambre. Des gens attendent, de droite pour la plupart, jeunes et vieux, un lecteur de « L'Aurore », une dame avec « Le Monde » de la veille. On échange des « informations »... Enfin, vers 15 heures, je parviens à entrer. A l'intérieur, une impression de masses : un groupe compact d'avocats, les bancs de la presse débordés, des gardes républicains et des « gorilles » nombreux, et puis la foule de amis de l'auteur, de putains de cinéma, des habitués (j'en reconnais du vendredi précédent) et aussi des étrangers, car ce genre de procès intéresse l'opinion internationale.

Jacques Laurent, inculpé d'offenses au chef de l'Etat s'explique sur son livre : « Mauriac sous de Gaulle » paru aux Editions de la Table Ronde. A son côté, son éditeur : C. Bolloré, président-directeur général ; son directeur littéraire : R. Laudénbach et J.-F. Devay, directeur de « Minute » qui a publié par deux fois des extraits de ce livre.

Je ne m'attendrai pas sur ce procès. La presse en a parlé, même « L'Humanité ».

Pauvre parti socialiste, où en es-tu ? L'élu d'Arras serait cependant bien en peine de te déshonorer, il est beau temps que tu es la poufiasse de la Chambre.

INNOVATION

En Bulgarie, le mariage entre un Bulgare et un Français a été célébré en Esperanto. Cette abolition des frontières des langues est-elle le commencement de celles qui séparent les nations ?

BEN ALORS !

Un jugement inique vient de condamner à Delmemhorst (basse Saxe) deux instructeurs parachutistes de la Bundeswehr à quatre mois de prison avec sursis.

Ils étaient reconnus coupables de brutalités envers les recrues.

Si on retire l'autorité aux gradés dans l'armée, où allons-nous ?

UNE PLACE POUR CHAQUE CHOSE

« Papidou » est un excellent papier hygiénique dont la bande nous apprend qu'il est d'un crépe incomparable.

Nous ne saurions lui nier ni ses qualités ni son utilisation.

RECONNAISSONS-LE...

Un jeune étudiant anglais qui avait osé sur terre espagnole déclarer que Franco était un cochon, a écopé six mois de prison avec sursis.

La comparaison était malheureuse. Le porc est comestible.

Je voudrais cependant noter rapidement mes impressions d'audience et surtout faire la comparaison avec le procès de Figueras.

Après les explications de J. Laurent, l'éditeur Bolloré a déclaré qu'il n'avait pas lu ce livre avant sa parution. « Le président-directeur général de Larousse ne lit pas le dictionnaire » a-t-il ajouté. Puis a commencé le défilé des témoins. Le premier, Marcihacy, s'est présenté comme un spécialiste pour avoir été au Sénat le rapporteur des lois sur la presse. Brève suspension. Deuxième témoin, Françoise Sagan a chuchoté une phrase inaudible du public. Troisième témoin, Jules Roy a prononcé un net réquisitoire contre la Chine. Quatrième témoin, Bernard Frank a bafouillé lamentablement et le public n'a rien compris. Cinquième témoin, Jean-François Revel. Sixième témoin, Jérôme Lindon (des Editions de Minuit). Septième témoin, Bernard Privat (des Editions Bernard Grasset).

Enfin le tribunal a écouté les explications de Jean-François Devay et de Roland Laudénbach. La séance a été levée à 18 heures.

Le samedi 9 octobre, j'arrive au Palais vers 14 heures. Dehors, il y a encore plus de monde que la veille : des lecteurs de « L'Aurore » et du « Figaro », des pieds-noirs. Quand j'entre, à 15 h. 20, M^e Varaut commence sa plaidoirie. Il présente la défense de Laurent. Pendant la suspension qui suit, je fais le point : je n'ai entendu ni le témoignage de Tixier-Vignancour, ni les lettres de Mitterrand et de Mauriac, témoins cités mais absents. Je n'ai pas entendu non plus le réquisitoire du substitut Chardonnier.

Ensuite, le bâtonnier Toulouse présente la défense de l'éditeur Bolloré. A sa plaidoirie, il joint la lecture d'une lettre de l'éditeur Arthaud, témoin cité, absent. Puis, M^e Charles Verny plaide pour J.-F. Devay. Enfin, M^e Varaut intervient pour R. Laudénbach.

J. Laurent fait une dernière déclaration en faveur de tous ceux qui seront réduits au silence... « Je crains, dit-il que ma condamnation soit exemplaire pour les autres auteurs. Car je peux payer une amende, je suis financièrement libre, mais tous ne le sont pas. »

Là, je pense à Figueras qui a dû payer un imprimeur pour un livre qui ne sera jamais vendu et qui, en plus, devra payer une lourde amende. Et je pense, avec Laurent, à tous ceux qui peinent pour pouvoir écrire car ce qu'ils ont écrit jusqu'à présent ne leur a rien rapporté. On me dira que l'on n'écrit pas pour que cela rapporte. On n'écrit pas non plus pour se ruiner.

La séance est levée à 18 heures. Ainsi : 1 h 20 pour Figueras, deux après-midi pour Laurent. Toute la presse pour Laurent, le néant pour Figueras. Deux écrivains du même bord mais qui n'ont pas les mêmes moyens. Le bilan est éloquent. Le danger est toujours le même : la liberté d'expression est menacée.

DEUX CONDAMNATIONS

Le 22 octobre, les deux jugements sont rendus. Figueras est condamné à trois mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende. Son livre, déjà saisi en totalité, sera détruit.

Laurent est condamné pour son livre à 2 000 F d'amende ainsi que son éditeur. En outre, il est condamné pour deux publications d'extraits dans « Minute » à deux fois 2 000 F d'amende ainsi que Devay, directeur de « La Table Ronde » ayant aussitôt interjeté appel, le livre continue à être vendu sous sa forme primitive.

Jean-Louis GERARD.

Deux procès... ...une seule cause

« La liberté d'expression n'existe pas si on n'en reconnaît pas le bénéfice à ceux qui n'ont pas la même censure politique que nous. »

Jean-François REVEL.

CE mois-ci, j'ai assisté à deux procès faits par le pouvoir à deux écrivains. Jusque-là, pas de difficulté. Mais, si j'ajoute qu'il s'agit d'écrivains de droite et même d'extrême-droite, je devine la réaction de certains de mes lecteurs. Pourtant, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'est-ce que ça peut bien faire ? Quand la liberté d'expression est en jeu, j'estime qu'il ne doit plus y avoir ni droite ni gauche. C'est pourquoi je déplore l'espèce d'habitude qui s'est instaurée dans la presse actuelle : quand un écrivain ou un journaliste de gauche est poursuivi, la droite n'en parle pas ; quand un écrivain ou un journaliste de droite est condamné, la gauche se tait. C'est une monstruosité.

Je ne ferai pas ici l'apologie de la liberté d'expression. Il me semble que nous savons, les uns et les autres, à quoi nous en tenir. Je voudrais seulement ajouter que, si deux écrivains de droite me donnent l'occasion de parler d'eux, c'est peut-être parce que ceux de gauche sommeillent. Certes, je ne souhaite pas que les poursuites pleuvent sur les écrivains et les journalistes de gauche, je déplore qu'ils en laissent en quelque sorte l'exclusivité à ceux de droite. La virulence serait-elle aujourd'hui un privilège de la droite ?

UN HOMME SEUL

Le premier procès est celui d'un homme seul, André Figueras, collaborateur de l'hebdomadaire poujadiste « Fraternité Française », est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le sort fut plus ou moins heureux. Il est aussi titulaire de plusieurs condamnations du fait de ses livres et de ses articles.

L'inculpation qui l'amène le vendredi 1^{er} octobre devant la 17^e Chambre correctionnelle est triple :

- a) offenses au chef de l'Etat ;
- b) apologie du crime de meurtre ;
- c) provocation non suivie d'effet au crime de meurtre.

L'ouvrage incriminé : « Le général mourra » a été saisi au départ, chez l'imprimeur, chez l'auteur (qui en est aussi l'éditeur) et dans les quelques librairies correspondantes. Il est peu probable que quelqu'un ait eu le temps d'en vendre un exemplaire. L'audience est ouverte à 16 heures sous la présidence du juge Bracquemont. L'assistance est clairsemée, on peut conclure à un public d'initiés dans la mesure où ce procès n'a

bénéficié d'aucune publicité. « Initiés » ou habitués de ce genre de procès, les présents sont surtout pieds-noirs. Au banc de la presse, un seul journaliste (?) suivra les débats complètement, deux autres (?) le rejoindront en cours d'audience. Il n'y en aura pas un de plus. C'est dire le peu de cas que font les professionnels de l'information d'un procès qui devrait toucher tous ceux qui écrivent. J'en ai honte pour eux.

Le Président. — « Voulez-vous que je vous lise les passages retenus ? Non ?... Je vais vous donner les numéros des pages. Vous pourrez vérifier sur votre citation. »

Figueras. — « D'accord, je les ai sur la citation. Inutile de vérifier. Je suppose que c'est conforme. »

Le Président. — « Vous n'avez pas à supposer. C'est conforme. »

Suit une longue énumération de chiffres. Figueras se plaint de n'avoir pas même un exemplaire pour se relire : « La police » perquisitionnée chez moi, c'était, paraît-il, légal. Elle a tout raflé ce qui se rapportait à ce livre, même le manuscrit. Et elle a laissé des mégots. »

Le Président. — « Cela n'intéresse pas le tribunal. »

Mais ce qui nous intéresse justement c'est que ni l'auteur inculpé ni son avocat ne disposent d'un seul exemplaire du livre interdit alors que ce livre est d'une part entre les mains du tribunal, d'autre part, entre les mains de l'accusation. Ce qui nous intéresse justement c'est que l'on n'a pas seulement saisi tous les exemplaires du livre interdit mais que l'on a saisi aussi les brouillons et le manuscrit. Au degré suivant, il ne reste plus qu'à saisir la pensée. A-t-on bien compris le danger ? J'ai peur que non. Qui a réagi ? Qui a relevé le procédé ? Personne. On a pris l'habitude des interdictions et des saisies. Pourquoi les écrivains et les journalistes réagiraient-ils à la saisie des brouillons et du manuscrit d'un confrère ?

Le général Boyer de la Tour, cité par la défense, vient témoigner brièvement en faveur de Figueras.

Puis le substitut Chardonnier commence son réquisitoire : « J'ai lu par obligation professionnelle ce livre. J'avoue que j'ai dû me faire violence pour aller jusqu'au bout... Ce factum est l'œuvre d'un antigaulleiste forcené. Il ne s'adresse qu'à des convaincus. »

On se demande alors pourquoi la saisie et les poursuites.

Le substitut insiste sur la « mise en état de réceptivité du lecteur fanatique ». « Une telle littérature est capable d'armer un bras. »

Nouvelles Algériennes

LE coup d'Etat du 19 juin n'a pas provoqué de remous au sein de la population : tout s'est passé à son insu, et à aucun moment on ne lui a demandé son avis.

Elle a été privée d'information de l'extérieur pendant quelques jours, et de l'intérieur on lui a dit : « Ne vous en faites pas, la Révolution continue. »

La presse internationale s'est demandé : coup de barre à gauche ? coup de barre à droite ? En Algérie, une seule solution : attendre la suite.

Le nouveau gouvernement ayant proclamé son attachement au socialisme, violemment critiqué la phraséologie délirante du « défunt régime » son « culte de la personnalité » et la corruption de ses « souteneurs », a promis une clarification, puis s'est abstenu de toute déclaration retentissante pendant plusieurs semaines.

SOCIALISME ISLAMIQUE

« La Révolution algérienne est avant tout nationale, elle a puisé sa raison d'être, sa force et son orientation aux sources de ses réalités propres. »

Ses réalités ce sont : « Une histoire propre à elle, une langue arabe, une religion musulmane. » El Djeich, août 65.

Attention au « socialisme importé » : « L'Algérie n'est pas un terrain d'expériences, ni les Algériens des cobayes », et la presse officielle de mélanger à plaisir l'attitude du P.C.F. pendant la guerre de libération, avec celle d'individus qui ont sincèrement soutenu la lutte anticoloniale.

Prenez garde à ces « apatrides », « minoritaires dans des partis minoritaires » et de confondre les politicards qui entouraient Ben Bella avec les Européens qui travaillaient à l'autogestion ou à l'éducation nationale.

Qu'importe, n'est-ce pas, ce sont tous des « apatrides ».

Tout cela pour aboutir le 22 septembre à un gros titre dans *El Moudjahid* : « Démantèlement complet de la subversion » et « arrestation d'un réseau composé en majeure partie d'étrangers ».

« ... qui trotskyste intégriste rêvant de faire subir à l'Algérie les violences prétendument révolutionnaires que Trotsky lui-même n'a jamais pu faire subir à son propre pays, qui anarchiste, brûlant de suivre la foulée sanglante de Bakounine et d'autres désireux d'instaurer un régime fondé sur le baigne et l'extermination, nous en passons et des meilleurs !... »

Nous aussi.

Il est certain que l'Organisation de la Résistance Populaire (O.R.P.) était composée d'une minorité d'intellectuels, qu'elle regroupait des individus de tendances très diverses : membres du P.C.A., trotskystes de diverses organisations ou socialistes non dogmatiques. Une forte proportion d'entre eux étaient d'origine européenne, mais souvent de nationalité algérienne.

Elle n'avait pas d'assise populaire : elle n'avait aucun moyen d'expression légal. En tout cas, l'affaire de l'O.R.P. a été pour le pouvoir l'occasion d'arrêter tout ce qu'elle a pu trouver comme opposant au régime, et d'intimider tous ceux qui pourraient avoir l'intention de se mêler un tant soit peu d'opposition.

Quelques jours après l'annonce des arrestations, l'éditorialiste de *Révolution Africaine* écrivait : « Les entreprises de gestion qui engloutissaient des milliards chaque année sont en train de mourir de leur belle mort ou de se transformer. »

« ... Dans le peuple, peu à peu la confiance renaît. Les travailleurs prennent une plus grande conscience de leur véritable responsabilité. Les petits commerçants investissent, le crédit reprend, les boutiques se remplissent. »

Il n'y a pas que les petits commerçants qui investissent : le 14 octobre, le ministre des Finances Kaid

Ahmed rappelait à l'Agence France-Presse que « l'investissement privé n'avait jamais été exclu ».

Alger, le commerce de luxe est florissant, ce qui réjouit fort les commerçants étrangers et les bons coopérateurs qui, eux, ne se mêlent jamais des affaires algériennes, et qu'on ne traite jamais d'« apatrides », ce qui réjouit fort aussi les profiteurs du régime qui savent harmoniser les joies de l'Islam avec les produits européens.

LE SECTEUR SOCIALISTE

Le secteur autogéré existe toujours malgré le sabotage qu'il n'a jamais cessé de subir de la part de la bureaucratie étatique et des traditionalistes islamiques.

Mais déjà on parle à mots couverts du demi-échec ou de l'échec de l'autogestion.

Révolution et Travail (organe de l'U.G.T.A.) nous a révélé comment, en août, l'entreprise « Norcolor », abandonnée par son patron, prise en main par les travailleurs, avait été rendue à son « propriétaire ».

Dans son numéro du 17 septembre, ce même *Révolution et Travail* se faisant l'écho des travailleurs du secteur agricole autogéré, s'élevait contre le fait que depuis trois mois les ouvriers du département d'El Asnam n'avaient pas été payés, et nous révélait qu'une grève de 1 000 ouvriers avait éclaté dans le secteur de Miliana.

De tout cela : pas un mot dans la presse nationale.

Dans ce même numéro, un article nous décrivant les manœuvres de la Sté Berliet pour licencier 104 ouvriers et accélérer le rythme de travail, se terminait par l'annonce d'une grève à la chaîne de montage.

De cette grève, comme de la précédente, pas un mot dans la presse officielle (la seule).

Le numéro suivant de *Révolution et Travail* n'a pas paru.

M. Boumediène s'est facilement débarrassé de l'O.R.P. et des intellectuels occidentalisés.

Il s'est débarrassé de l'opposition au sein du Syndicat étudiant et des Jeunesses F.L.N. par l'arrestation des généraux.

Il contrôle un certain nombre de cadres de l'U.G.T.A. Il possède tous les moyens d'information, l'Armée Nationale Populaire et la police.

La lutte tend à se préciser : d'un côté les travailleurs en butte aux directeurs étatiques ou aux patrons capitalistes, de l'autre, l'Etat avec son appareil militaire et bureaucratique, s'appuyant sur les profiteurs du « socialisme », sur la religion, et faisant les yeux doux au capitalisme international.

PIERRICK.

Notes sur « LA GRANDE DIVISION DES TRAVAILLEURS » de Maurice LABI :

J'ai écrit alors que la scission avait été l'œuvre de canailles et d'imbéciles. De majoritaires canailles et de minoritaires imbéciles. De trop gros mots, sans doute !

Pierre MONATTE.

MEMES certains anarchistes cédèrent au conformisme militariste qui établit ses quartiers en Europe à partir de l'été 1914 (1). Et non des moindres (2). On peut se demander par quelle aberration mentale un James Guillaume et un Kropotkine ont pu, près de cinquante ans plus tard, reprendre à leur compte en le retournant le raisonnement que fit Marx au moment de la guerre de 1870. L'homme le plus averti ne sait pas toujours résister à l'événement.

Labi a omis de signaler cette marque supplémentaire de l'effondrement des anarchistes que fut le « Manifeste des Seize ». Il a pourtant dû traumatiser un peu plus l'aile anarcho-syndicaliste et par là-même ajouter au morcellement de l'opposition antiguerrière.

Quelques-uns des leaders révolutionnaires surent tenir bon devant Jouhaux et sa fine équipe qui s'entendaient à séduire les opposants en leur proposant des sursis d'appel ou des planques à l'arrière (de la belle ouvrage !). Mais le rapport des forces ne laissait aucun espoir. Une certaine conception de l'internationalisme prolétarien, superficielle parce que sentimentale, était morte ; le mouvement ouvrier international n'avait pas voulu ou n'avait pas su ou n'avait pas pu voir plus loin que l'horizon quotidien et s'était ainsi immanquablement cadencé dans le carcan des nations, celles qu'aient été les déclarations d'intentions.

Ces belles déclarations d'intentions continuaient d'ailleurs à fleurir. La conférence de Clermont-Ferrand tenue du 23 au 25 décembre 1917, après une empoignade stérile, se termina sur une motion de conciliation (pour « sauvegarder l'unité ») qui déclarait : « La Conférence rappelle les formules suivantes, qui sont celles du pré-

sident Wilson et de la révolution russe, et qui furent toujours et sont restées celles de la classe ouvrière française :

« Pas d'annexion ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; reconstitution dans leur indépendance et dans leur intégralité territoriale des pays actuellement occupés ; réparation des dommages causés ; pas de contribution de guerre ; pas de guerre économique succédant aux hostilités ; liberté des détroits et des mers ; institution de l'arbitrage obligatoire pour régler les différends internationaux ; constitution de la Société des Nations. »

« La Conférence, interprète des sentiments des travailleurs de ce pays, donne mandat à la C.G.T. d'agir de toutes ses forces pour obtenir du gouvernement français l'énoncé précis et public des conditions de paix. Elle demande instamment aux classes ouvrières de tous les pays en guerre d'exiger de leurs gouvernements respectifs la publication, avec les mêmes précisions, de leurs conditions de paix (3). »

Toute l'impuissance d'une manière de vivre, la lutte de classe, éclate dans ce texte désiroire.

Je n'écris pas cela pour me moquer gratuitement des militants sincères qui ont cru devoir y souscrire, ni en oubliant qu'une bonne partie des opposants était au front ou en prison, ni pour remodeler les événements un demi-siècle plus tard, mais en regrettant qu'un grand nombre de militants d'avant-garde actuels semble toujours convaincu que cette impuissance était accidentelle.

Avec la fin de la guerre, le patronat et l'Etat rompirent bien entendu l'Union sacrée. Jouhaux fut donc, malgré lui, renvoyé dans l'opposition. Pour conserver son poste, il lui fallait prendre un virage à gauche, il s'y employa sans tarder. Quel beau morceau de littérature engagée que cette motion qu'il présenta lui-même au congrès de Lyon en 1919 !

« Emanation directe des forces ouvrières organisées, le congrès confédéral proclame à nouveau, avec une conviction renforcée par toute l'expérience passée comme par l'effroyable catastrophe qui a désolé le monde, que l'idéal syndicaliste s'accom-

plira seulement par la transformation totale de la société. »

« Née de la lutte de classes, expression complète de la situation faite au prolétariat, s'inspirant pour son action et dans son objet de la défense des intérêts professionnels et du développement complet des droits du travail, l'organisation ouvrière répète que son but essentiel est la disparition du patronat et du salariat. La lutte de classes, elle la constate comme un fait dont elle entend tirer toutes les conséquences. Cette lutte ne pouvant prendre fin qu'avec la suppression de toutes les classes, de tous les privilèges économiques et sociaux, elle doit aboutir à une organisation nouvelle de la collectivité (...). Créateur de toutes les richesses, élément qui commande l'activité sociale, le travail entend être tout parce que les autres facteurs de la Société ne sont que ses subordonnés ou ses parasites. »

« Ainsi, sans qu'aucune équivoque puisse être possible, le syndicalisme déclare qu'il est dans son origine, son caractère présent, son idéal permanent, une force révolutionnaire (4). »

Pour s'affirmer partisan d'une conception révolutionnaire du syndicalisme, après s'être fait pendant plus de quatre ans le larbin de l'Etat, du patronat et de l'armée, il faut être indéniablement doué d'un culot certain et du sens de la manœuvre. La suite de sa carrière a montré que ni l'un ni l'autre ne manquaient à Jouhaux. S'y ajoutait le mépris non moins certain que tout « chef » porte à la piétaille. La déclaration qu'il fit un an plus tard au congrès d'Orléans pour piper les voix d'une partie des sympathisants libertaires constitue un exemple caractéristique de ce mépris.

« Anarchiste de la première heure, bataillant dans les groupes d'avant-garde à l'heure où il y avait quelque danger à le faire (...), je fus de ceux qui, avec Pelloutier, considèrent que le mouvement syndical pouvait nous donner des satisfactions au point de vue de la réalisation de notre conception économique... Avec Pelloutier, d'accord avec les anarchistes, je reste contre la dictature, d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit ! (5). »

Toutes les dictatures... sauf celle de Clemenceau.

Les anarchistes n'étaient pas les seuls destinataires de ces tentatives de séduction puisque un an avant, à Lyon, il concluait sa fameuse motion en manifestant sa profonde sympathie à la révolution russe (sic).

« Le Congrès, soucieux d'affirmer sa solidarité effective à l'égard du peuple russe, charge le Bureau confédéral de demander aux organisations syndicales des transports de faire que leurs membres se refusent de transporter armes et munitions destinées aux armées de Koltchak et Denikine. Le Bureau confédéral est chargé également de transmettre cette même proposition au Bureau syndical international pour que ce dernier internationalise cette action (6). »

Les bolcheviks ne lui surent aucun gré de cet appel du pied. Pour rompre l'encerclement de la Russie révolutionnaire par les Etats capitalistes, il leur fallait créer des difficultés dans ces Etats et le plus court chemin était de chercher à s'appuyer sur une fraction des minorités révolutionnaires. Ils n'avaient donc rien à espérer de Jouhaux, tout de même marqué par sa conduite peu reluisante des dernières années.

Ils furent nombreux les révolutionnaires de tous les pays, y compris les anarchistes, à tomber dans le piège des bolcheviks. A cette époque, la dictature du prolétariat se situait encore dans le domaine des abstractions. Bakounine, en son temps, s'était employé à dénoncer ce concept dont il avait su prévoir les implications logiques. Mais Bakounine, en 1918, c'était déjà de l'histoire ancienne.

Est-ce à dire qu'en France la scission de la C.G.T. fut principalement l'œuvre de Moscou ? Labi en est presque convaincu puisqu'il écrit : « S'il n'y avait eu que la France et les travailleurs français, il n'y aurait pas eu de scission au sein de la C.G.T. (7). »

Cette conviction semble pourtant en contradiction avec les faits qu'il relate puisque au congrès de Lille, en juillet 1921, « ce fut le courant anarchiste qui domina [la minorité] » à tel point que le « Libertaire » du 29 juillet titrait : « Le Fédéralisme triomphe » (8) ; puisque la fraction de la minorité favorable à la III^e Inter-

SYNDICALISME

De la politique de présence aux Conseils consultatifs !

Le gouvernement vient de rendre au mouvement syndical un service inappréciable. Depuis fort longtemps celui-ci pratique la politique de présence dans les différents organismes institués par le pouvoir et destinés « à donner son avis » en matière économique. L'organisation ouvrière voit son appareil administratif et de propagande submergé par des tâches qui n'ont qu'un rapport épisodique, discutable et de toute façon hors de proportion avec ses possibilités, dans de multiples conseils, commissions et bureaux d'études où il n'a d'autres droits que d'émettre un avis sur des projets administratifs, avis que de toute manière le gouvernement ne suivra que s'il est conforme à ses vues.

Ces servitudes mangent un nombre incalculable d'heures de permanents syndicaux qui pourraient être plus utilement employées par des prises de contact dans les boîtes, avec les syndiqués de base et avec les non-syndiqués.

On peut être pour ou contre la politique de présence définie par les Congrès, mais lorsque les résultats viennent à la connaissance de l'organisation, il ne reste plus qu'une seule attitude logique : juger sur pièce les résultats de cette politique, la continuer si elle est payante, la changer si elle est négative.

J'ai dit que le gouvernement a rendu au mouvement ouvrier un service inappréciable. Pourquoi ? Eh bien parce qu'il vient de déchirer le voile et que le fruit de la politique de présence des syndicats dans

II - LE PRÉTEXTE

la politique de présence des syndicats dans nationale ne comptait pas que des membres du P.C. nouvellement créé ; puisque au sein même du P.C. l'unanimité était loin d'être faite en faveur de la scission ; puisque enfin la minorité n'envisageait l'adhésion de la C.G.T. à l'Internationale Syndicale Rouge qu'à la condition expresse que ses statuts respectent l'autonomie du mouvement syndical (9), ce qui était loin de l'acceptation pure et simple des fameuses « 21 conditions ».

Au contraire de Labi, Monatte pensait qu'une légende mensongère s'est créée suivant laquelle la scission syndicale en France fut l'œuvre des communistes. Elle fut en réalité l'œuvre des réformistes qui creusèrent une chausse-trape et celle des anarchistes et des syndicalistes dits purs qui s'y précipitèrent (10).

Selon lui, les majoritaires qui, en 1921, avait senti souffler le vent de la défaite, ne pouvaient conserver la direction de la C.G.T. qu'en provoquant une scission qui rejeterait les minoritaires hors de l'organisation. L'évolution des votes (11) aux quatre derniers congrès de la C.G.T. unie semble donner raison à Monatte.

Congrès	% Majorité	% Minorité
Paris 1918	73	20
Lyon 1919	67,5	28
Orléans 1920	66	29,3
Lille 1921	53	44,7

Ce ne serait pas du tout étonnant que le sectarisme léniniste ait opportunément fourni aux précurseurs français de l'intégration des syndicats à l'Etat le prétexte dont ils avaient effectivement besoin pour se débarrasser d'une minorité en passe de devenir majoritaire. Mais Monatte ne jugeait-il pas trop sévèrement ces anarchistes et ces « syndicalistes dits purs » qui se seraient montrés trop impatients ?

Marc PREVOTEL.

(1) Voir « Le Monde Libertaire » n° 114, juillet 1965.
(2) Voir à ce sujet les pages centrales du M.L. n° 104 de septembre 1964 consacrées à « Les anarchistes et la guerre de 1914 ».
(3) LABI, op. cit., p. 86.
(4) Ibid., p. 130 et 131.
(5) Ibid., p. 175.
(6) Ibid., p. 131.
(7) Ibid., p. 232.
(8) Ibid., p. 203.
(9) Ibid., p. 203.
(10) Pierre MONATTE, « Trois scissions syndicales », p. 138.
(11) LABI, op. cit., p. 287.

Dans le prochain numéro :
III - L'UTOPIE UNITAIRE

les organismes d'Etat est apparu en pleine lumière, avec une évidence que personne ne peut plus mettre en doute. Voyons les faits :

Un débat sur le V^e Plan vient d'avoir lieu au Conseil économique, les options de ce V^e Plan qui ont été remises en question. Les observations, les avis, les conseils donnés par cet organisme au gouvernement sont clairs, nets, précis, irréfutables. Ils ne peuvent prêter à aucune équivoque, à aucune interprétation tendancieuse. Or le gouvernement les a complètement ignorés ! Il présentera devant l'Assemblée nationale son projet initial qui ne tient aucun compte des avis du Conseil économique. Alors le problème se pose. A quoi sert ce Conseil économique ? Quelle est l'utilité de maintenir au sein de ce Conseil des militants syndicalistes dont les avis ne seront suivis que s'ils sont conformes aux vœux du pouvoir, qui alors prétendra s'inspirer des désirs des travailleurs et qui dans d'autres cas les rejettera ? Que font les responsables syndicaux au sein du Conseil économique ?

ILS SONT LES GARANTS DE LA BONNE VOLONTE DU GOUVERNEMENT A L'EGARD DU MONDE DU TRAVAIL ET C'EST TOUT.

Et ce qui est vrai pour le Conseil économique est vrai pour tous les organismes (consultatifs) mis sur pied par le pouvoir pour brouiller le jeu, voiler son caractère dictatorial et compromettre l'organisation syndicale et ses représentants qui, même lorsqu'ils rejettent les projets proposés, cautionnent par leur présence l'organisme d'Etat.

Il existe pour l'aménagement de la région parisienne un comité consultatif. On demande aux militants ouvriers qui en sont membres d'y donner leur avis. A son tour le comité consultatif donnera son avis au district qui, à son tour, le soumettra au gouvernement qui présentera ce projet amendé au Conseil économique, qui le renverra au gouvernement, lequel, en dernier ressort, enverra le projet à la Chambre des députés, simple chambre d'enregistrement, qui le retournera voté au gouvernement dans la forme même que celui-ci avait initialement décidée. Quatre opérations successives, inopérantes, se seront alors succédées, des conseils, des avis auront été donnés à tous les échelons et pourtant le projet sera promulgué dans la forme première où le gouvernement l'avait présentée aux fameuses commissions consultatives.

Alors pourquoi immobiliser des militants dont le résultat le plus clair sera simplement de cautionner les projets gouvernementaux. On sent très clairement l'immense duperie de la présence des organisations syndicales dans des organismes consultatifs dont le but est d'étendre un voile qui masque le caractère autoritaire du pouvoir.

Oui, l'aventure du Conseil économique déchire le voile. Ce n'est plus une question de tendance, c'est une question de bon sens. Les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales doivent immédiatement cesser ce marché de dupes, abandonner la politique de présence et retirer leurs otages des commissions et des comités gouvernementaux pour les envoyer aux points chauds où la lutte se poursuit et où leur présence sera plus utile.

Que l'organisation syndicale y prenne garde, hier elle était dupe, aujourd'hui le voile est déchiré ; continuer cette politique ce ne sera plus être dupe mais être complice.

MONTLUC.

C.G.T.

LETTRE à FRACHON

LA C.G.T. vient de fêter son 70^e anniversaire et une fois de plus cet événement sert de prétexte à la démagogie de ses dirigeants. A les écouter, jamais la centrale ne fut plus forte qu'aujourd'hui, jamais elle ne fut plus belle ni si efficace, jamais le monde ouvrier n'a disposé d'un tel outil si bien adapté à son émancipation. La C.G.T. centrale moderne, la C.G.T. à la pointe de la lutte des classes, la C.G.T. seul syndicat servant vraiment les intérêts proches ou lointains du prolétariat. Frachon et Krasucki en rajoutent à qui mieux mieux, pourfendent dans une même envolée lyrique le fascisme, le patronat, les réformistes et les anarcho-syndicalistes. Après 70 années de luttes ouvrières, après de multiples scissions, de multiples victoires et défaites sans lendemains, après le jugement du tribunal historique qui, de son

cl' Moscou développé, rejeta dans le oubliettes du passé les théories fumeuses et la collaboration de classes, le Saint-Siège cégétiste peut considérer et proclamer : « Nous porterons plus avant le drapeau (tricolore ?) sur lequel ils (les fondateurs de la C.G.T.) ont inscrit dès le premier jour : abolition du salariat et du patronat. » La « Vie Ouvrière » nous invite par la plume de Krasucki, à méditer les leçons de l'histoire desquelles il tire, après une analyse dialectiquement comprise, thèse, antithèse, synthèse plus nécessités du moment et conditions historiques spécifiques, que nous sommes placés dans le contexte où la lutte des classes est électoralement nécessaire.

Démagogie, bouffonneries et pirouettes de clown pour qui ne possède pas de lunettes néo-staliniennes. Mais si Frachon et Cie daignaient un tant soit peu revenir à l'usine, au lieu d'aller visiter celles prolétariennement belles de la Russie des Soviets nominaux, peut-être s'apercevraient-ils que jamais le monde ouvrier n'est apparu si divisé, ni si détourné de ses vrais intérêts. L'apathie est devenue la règle générale. Trompée par les partis, dits socialistes, la masse des travailleurs se détache de jour en jour toujours plus des syndicats. Les loups de 1936 se sont laissés limer les dents, jouent au P.M.U., votent de Gaulle, font des heures supplémentaires et versent sans sourciller leur pognon au percepteur. Mais si les centrales affichent à l'extérieur un optimisme de rigueur, il n'est qu'à participer à leur jeu pour s'apercevoir que la campagne de renforcement ne marche pas, que les cotisations rentrent mal, que les cadres syndicaux sont de plus en plus détachés de la base qui d'ailleurs ne suit plus du tout leurs mots d'ordre.

de 1921 à 1936

Le désarroi du prolétariat actuel vient de la faillite du communisme empêtré dans un réformisme intégral et qui, s'il faisait encore illusion en 1936, ne produit plus du tout le même effet. Inféodé dès sa constitution à une Russie des Soviets qui n'avait de soviétique que le nom tout fraîchement inscrit sur les livres de géographie au lendemain d'octobre 1917, le parti communiste français ne fut plus qu'un pion sur l'échiquier de la politique internationale de Staline. L'histoire de la C.G.T. est l'histoire de cette mainmise des communistes sur l'appareil syndical. Leur action s'effectua dès 1921 date où la centrale se scinda en deux, une C.G.T. aux réformistes avec Jouhaux à leur tête et une C.G.T.U. qui passa progressivement aux mains des communistes, après que les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires comprenant et rejetant la conception léniniste « le syndicat école du parti » aient peu à peu déserté ses rangs. Les éléments vraiment révolutionnaires rejetés s'en allèrent soit à la C.G.T.S.R. de Pierre Besnard ou soit revinrent dans le giron de la C.G.T. dite des confédérés. Ainsi les communistes purent agir à leur guise au sein des unitaires sans pourtant que leur action ne soit autre que celle d'une minorité politique. Les grèves de 1936 en refaisant l'unité du mouvement syndical, leur permirent d'accroître leur audience auprès d'un prolétariat en effervescence.

du Front Populaire à 1946

Réunifiée par l'action des masses, la C.G.T. opta, dès la constitution du Front populaire, pour la collaboration avec les socialistes portés au pouvoir par les suffrages populaires. Confiantes en leur puissance ainsi démontrée, les masses ouvrières n'attendirent pas le gouvernement, pour déclencher une vague de grèves jamais réalisées jusqu'alors et qui ne tarda pas à déborder complètement les partis et la C.G.T. La réplique des organisations ne se fit pas attendre et celles-ci firent tout pour reprendre en main et canaliser cette agitation qui remettait en cause les fondements mêmes de la société capitaliste. Elles y parvinrent non sans qu'au préalable le patronat accorde des avantages substantiels aux grévistes d'ailleurs aussitôt remis en question dès le calme revenu. Abusés, trompés, les travailleurs refirent marcher les usines. La « Vie Ouvrière » dans son numéro spécial, ne retient pourtant des événements que le côté purement revendicatif et passe sous silence la remise en question de la propriété capitaliste par les occupations d'usines. Trahis par les communistes, au service de Staline lequel, à la suite du pacte avec Laval, déclarait que « les deux pays ont le devoir de ne laisser en rien affaiblir les moyens de leur défense nationale » ; trahis par la S.F.I.O. au gouvernement qui s'entendait avec les patrons ; trahis par la C.G.T. qui faisait le jeu du gouvernement ; les travailleurs français étaient prêts à subir l'invasion nazie, d'autant que Blum avait laissé étouffer la Révolution espagnole par Franco, Hitler et Mussolini.

Le pacte germano-soviétique porta une dernière attaque à l'unité de la C.G.T. en opposant patriotes soviétiques et patriotes français. Cette lutte à l'intérieur du syndicat se termina par la dissolution prononcée par Daladier de toutes organisations communis-

tes ou contrôlées par eux. Les réformistes restèrent maîtres d'une centrale discréditée aux yeux des travailleurs.

*
**

1946 voit les communistes au gouvernement. L'action de la C.G.T. au sortir de la guerre est des plus timorée et Frachon préconise même le blocage des salaires. Les membres du P.C. se sont emparés de la majorité des fédérations, mais laissent cinq réformistes au secrétariat sur huit au total. Et au congrès d'avril 1946, « la C.G.T. appelle les travailleurs à soutenir un effort nécessaire pour atteindre une production maximum... Un salaire plus élevé doit être atteint comme fruit de ces efforts et de ce travail ». Solidaire des communistes dans les différents ministères, la C.G.T. s'affirme par sa politique solidaire du capitalisme puisque l'augmentation de la production conditionne l'augmentation des salaires. Mais les coups du différend entre Américains et Soviétiques, à propos surtout du plan Marshall, vont provoquer et le départ des communistes du gouvernement et la scission d'où sortira la C.G.T.F.O. à tendance réformiste, bien que des révolutionnaires comme Monatte se rallient à elle y voyant la base de la reconstruction d'un nouveau syndicalisme inspiré de la charte d'Amiens. Les grèves de 1947, lancées par les communistes profitant du mécontentement général vont provoquer le départ des syndicalistes de Force Ouvrière et consacrer la mainmise totale du P.C. sur l'appareil syndical.

avec le Gaullisme

L'avènement du gaullisme portera un coup meurtrier à l'influence de la C.G.T. sur le monde ouvrier, et si les effectifs remontent péniblement depuis 1959 pour atteindre 2 000 000 d'adhérents (sous toute réserve, c'est un chiffre de congrès), son ascendant moral ne cesse de décroître. Bureaucratique, son appareil dirigeant distribue les ordres. Aux congrès, ce sont les permanents qui ouvrent les débats, on n'entend presque plus la voix des usines. Incapable de lancer un mouvement d'ensemble, bonne à tout faire du parti, les travailleurs pourtant dans leur ensemble restent attachés à elle par quelques fibres qui datent de 1936, mais ces frêles attaches sont incapables d'entretenir le feu nécessaire au combat de classes. Cet anniversaire lui sert en quelque sorte à retirer de la poussière certaines photos jaunies des bagarres qui parlent encore aux cœurs des hommes de 50 ans. Mais quelle réponse trouvera-t-elle auprès des nouvelles générations qui n'ont pas connu son époque « héroïque » et qui la jugeront sur ses réalisations immédiates, quel avenir propose-t-elle ? quel but ? l'U.R.S.S. ? Le monde a trop compris. Aussi bien que son effort de propagande vers les jeunes soit très important, ceux-ci désertent les syndicats, et dans de nombreuses fédérations, les commissions de jeunesse n'arrivent à retenir que 40 à 60 jeunes sur 5 000 à 7 000. Quelles perspectives y trouve-t-on ? La Révolution ? Pas besoin d'en parler à l'extérieur, cela pourrait effrayer les cadres, c'est un mot pour initiés qu'on se passe sous forme de boutade, mais interdit de figurer sur les tracts, sous peine de voir fuir la clientèle électorale. L'atmosphère étouffante effraie vite les meilleures volontés que la hiérarchie bureaucratique étrangle.

Et pourtant l'émancipation intégrale du prolétariat ne peut se réaliser qu'à travers le groupement organisé des producteurs, nier la valeur révolutionnaire du syndicalisme, encore que l'on soit resté partisan de l'expropriation des expropriateurs, c'est faire œuvre de blanquiste. Le communisme est une forme de cette conception du rôle du syndicat, courroie de transmission du parti, seul guide, seul maître. L'action des anarchistes trouve au syndicat la seule voie offerte à l'émancipation humaine. Mais encore faudra-t-il balancer un jour ou l'autre les appareils syndicaux tels qu'ils sont aujourd'hui ou... en bâtir un autre. Tout au plus peuvent-ils être un moyen de garder le contact avec les masses exploitées, et il faut s'en servir non pour essayer de donner des mots d'ordre révolutionnaires, cette action est d'ailleurs impossible à la C.G.T., mais pour affirmer une présence et assurer un recrutement à la F.A. Le moment devient de plus en plus favorable à notre action, à nous de ne pas le laisser passer au profit d'autres organisations dites révolutionnaires. C'est à nous qu'il appartient de redonner au syndicalisme sa valeur primitive : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'organisation révolutionnaire ne peut parvenir à se réaliser qu'à travers un syndicalisme révolutionnaire, et ne peut agir efficacement qu'au milieu des travailleurs et non en dehors au moyen d'un parti jacobin.

« L'empire idéologique, lui, a fait revenir le socialisme en arrière et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme. C'est que le syndicat partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution césarienne part de la doctrine pour y faire entrer le réel... Mais cette pauvre victoire est provisoire, le combat dure toujours. » (Albert Camus, « L'Homme révolté ».)

Eric KOSCAS jeune militant C.G.T.

LE PLANNING FAMILIAL

une interview

— Allo ! La docteresse Lagroua Weill-Hallé... ?

— C'est moi-même...

Une voix jeune du bout du fil me répond et lorsque je lui fais part du désir qu'aurait « Le Monde Libertaire » d'obtenir d'elle une interview : « Voilà une excellente idée », me répond-elle, et de la meilleure grâce, elle me fixe un rendez-vous.

Là, un accueil tout aussi cordial m'attendait et j'ai pu, au-delà même de l'horaire que nous avions fixé, poser les questions essentielles qu'imposait l'étude d'un pareil problème.

Je n'ai pas ici à apporter de conclusions, à approuver ou à désapprouver les prises de position de la docteresse Lagroua Weill-Hallé, mais à rendre compte avec une totale objectivité des questions que je lui ai posées et des réponses que j'en ai obtenues.

Il appartiendra au lecteur de juger de la valeur ou de l'insuffisance des unes et des autres.

Elles auront tout au moins permis de préciser ce qu'est le planning familial, dans quelle mesure les anarchistes peuvent être en concordance avec ses vues, et d'apporter quelques lumières sur les divergences qui nous séparent, tant sur le plan idéologique que dans le choix des méthodes employées.

M. L. — Si vous le voulez bien, nous séparerons cette interview en deux parties, la première consacrée à l'idéologie de votre mouvement, la seconde à sa structure.

Sur le premier point, la question qui se pose et qui s'impose avant toute autre, est la raison même qui vous a poussée à créer le planning familial.

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — A l'origine, je n'avais envisagé le problème que sous l'angle médical, puis avec l'expérience et le temps, une évolution (ou plus exactement une maturation) de l'idée m'obligea à le considérer sur le plan social.

Devant la carence existant en ce domaine, devant l'isolement des femmes livrées à leur propre cas, et pour qui se pose le dilemme ou d'une naissance non désirée, ou d'une grossesse interrompue, je me rendis compte qu'il importait de mettre un terme à l'impuissance de la société face aux problèmes familiaux.

Ce qui m'orienta résolument dans cette voie fut un voyage que je fis aux U.S.A., il y a une quinzaine d'années et qui me révéla, avec le planning anglo-saxon, le retard où se trouvait notre pays dans ce domaine.

Un autre élément déterminant fut le rapport que j'eus avec une vieille docteresse anglaise qui me persuada de créer en France, en dépit du retard et des difficultés où nous nous trouvions, une action concrète et pratique.

M. L. — Vous parlez de difficultés, vous faites allusion, à n'en pas douter, à la loi de 1920. Quelle est votre attitude vis-à-vis d'elle et que comptez-vous faire pour son abrogation ?

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Le moins qu'on puisse dire est qu'elle est tombée en désuétude (si tant est qu'elle ait jamais correspondu aux besoins d'une époque) et qu'aujourd'hui, elle ne satisfait plus personne.

Nous avons du reste, au sein du planning familial, un conseil juridique qui élabore un texte qui sera remis aux groupes parlementaires en vue d'abroger, ou du moins de modifier la loi de 1920.

Je dois vous dire que, personnellement, mon opinion a évolué à son sujet.

Je la considérais à l'origine comme la cause du mal, alors que je pense aujourd'hui qu'il réside dans le manque d'information et dans l'ignorance où se trouve la masse, non seulement dans les milieux pauvres et déshérités, mais aussi parmi les « cadres ».

M. L. — Mais, ne pensez-vous pas qu'il existe entre l'une et l'autre un lien de cause à effet et qu'une pareille ignorance est l'inéluctable aboutissement d'une loi qui interdit, poursuit et condamne toutes les lumières que l'on risque d'apporter sur la question ?

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Je ne veux pas défendre une loi qui gêne tout le monde (et que nous aspirons à voir disparaître ou du moins à la voir remplacée ou modifiée), mais nous pensons que nous y parviendrons, non par une propagande violente mais par une éducation.

Certes, cette loi est mauvaise, elle ne correspond pas et n'a jamais correspondu aux besoins de l'homme.

Mais pour la combattre, il fallait placer le problème sous son véritable aspect qui ne relève pas d'une agitation sociale, mais qui est d'information et d'éducation.

Le planning familial ne constitue pas une propagande contractive qui n'apporterait rien et nous mènerait à une impasse.

M. L. — Cependant, vous fournissez les moyens contraceptifs.

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Oui, nous les fournissons, mais ce n'est pas notre but qui est beaucoup plus vaste : celui d'une croisade éducative qui, nous plaçant dans le domaine de l'éducation sexuelle au lieu de nous voir prêcher en faveur d'une campagne, nous permet d'agir sans subir les rigueurs de la loi.

M. L. — Cependant, combien de propagandistes sont tombés sous ses coups ; combien ont payé d'années de prison, la propagande faite, non seulement en faveur de la limitation des naissances, mais simplement de l'éducation sexuelle qui était taxée de pornographie ! Faut-il en rappeler la liste depuis Robin jusqu'à Eugène et Jeanne Humbert ?

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Certes je n'ignore pas l'immense effort qui a été fait par tous ces précurseurs et j'ai personnellement la plus grande admiration pour le courage dont ont fait montre des personnalités comme le couple Humbert. Mais peut-être ont-ils eu le tort de se placer sur le plan révolutionnaire, d'entreprendre des campagnes en faveur d'idéologies qui ont dressé contre eux toutes les idéologies opposées, et qui les ont placés imprudemment sous le coup de la loi.

M. L. — Mais cette loi de 1920 n'existait pas lors de leur campagne, et c'est précisément devant son succès, et pour y faire obstacle, qu'elle a été votée.

Docteresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Naturellement. Du reste les esprits ont évolué et sans doute le planning familial vient-il à son heure. Notre mérite aura été de placer le problème sur un autre plan que celui de la propagande et, de ce fait, d'une part de ne pas avoir pris de front une partie de la population, d'autre part d'avoir réalisé notre expérience dans le cadre de la loi.

Ce à quoi nous visons c'est à l'efficacité et à l'extension à tous de connaissances dans le domaine sexuel.

Or, nous avons aujourd'hui quelque 70 centres, tolérés par les Pouvoirs publics et recevant un écho favorable dans la population. Si nous sommes parvenus à ce résultat, c'est parce que nous avons posé le problème sur le plan d'une hygiène mentale en envisageant le point de vue médical et scientifique.

En le plaçant dans le domaine purement idéologique, nous n'aurions pas abouti.

Présidente du Planning familial

de Maurice Laisant



M. L. — Je suis heureux de l'hommage que vous rendez à vos devanciers et à la fois surpris de certaines prises de position qui les condamnent : dans un article de votre revue (qui contient d'autre part d'excellentes choses) j'ai été fort étonné de trouver, sous la signature du docteur Dalsace, un paragraphe qui s'oppose violemment à la vasectomie, et plus étonné encore — pour ne pas dire indigné — de voir son auteur assimiler un acte librement choisi par l'intéressé, aux stérilisations à caractère racial ou politique, pratiquées dans des pays totalitaires.

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Naturellement il ne saurait y avoir de rapport entre l'un et l'autre. Mais au seul nom de stérilisation l'on ne peut empêcher que dans les esprits se fasse un rapprochement avec des événements cruels et relativement récents. D'autre part, n'étant pas signataire de l'article, je ne voudrais pas substituer ma pensée à celle du docteur Dalsace, qui seul pourrait vous répondre, mais il me semble que ce qu'il craint ce sont les pressions, mêmes morales, qui peuvent pousser l'individu à prendre des décisions où sa volonté profonde joue moins que les influences qu'il a subies.

Combien de femmes viennent nous consulter, qui nous disent vouloir limiter leur maternité aux enfants qu'elles ont déjà, ou même qui ne désirent n'en vouloir aucun, et chez lesquelles nous pouvons constater après plusieurs conversations, que ce sont là des mesures désespérées prises dans des moments de panique et qui ne correspondent pas à leur véritable désir.

Le rôle de nos hôtesses est précisément de déceler la volonté profonde des couples qui viennent nous consulter.

Après leur avoir fait peser le pour et le contre, les intéressés maintiendront ou abandonneront leur point de vue initial.

M. L. — Vous craignez les pressions qui peuvent être faites sur les individus, ne considérez-vous pas qu'il y a pression de la part des gouvernants qui disposent — outre de la presse et de la radio — des répressions et des avantages de la loi, pour pousser le monde à une surpopulation ?

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Il existe deux domaines que nous nous refusons à confondre. Notre rôle est de satisfaire aux cas personnels après étude de ceux-ci, de permettre la naissance d'enfants désirés auxquels le bonheur matériel et moral est assuré ; celui des gouvernants est d'envisager l'intérêt général et d'apporter une solution au problème démographique. Sur ce plan, il leur appartient, selon les circonstances, de pousser à un accroissement ou à une diminution des naissances, en instituant une politique dans ce sens, ce qui est normal.

C'est la raison pour laquelle il se montre contraire aux stérilisations : vasectomie ou ligature des trompes, qui sont des moyens irréversibles, alors que les besoins de la Société comme de l'individu peuvent varier dans le temps.

M. L. — Vous me parlez de deux domaines : qu'il importe de bien diviser. Celui de l'intérêt général et celui de l'intérêt particulier. Mais l'un peut-il être séparé de l'autre ? A ce sujet, j'ai pu lire dans votre revue que vous ne vouliez pas envisager le problème sous l'angle démographique. Vous ne visez qu'aux soins de tous ordres dont se trouvera entouré l'enfant qui va naître, mais comment pourra-t-on réaliser cet épanouissement de l'homme futur dans un monde qui n'a pas de quoi le nourrir (et dont les deux tiers sont sous-alimentés) où il n'y a pas de quoi le loger, où il n'y a pas d'écoles pour le recevoir, où il n'y a pas d'hôpitaux pour le soigner (s'il se trouve frappé par la maladie) et où les privilégiés ne parviennent à l'aisance que dans la mesure où le reste de l'humanité est privé de tout.

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Sans doute existe-t-il un rapport entre les cas individuels et la question démographique. Mais de toute façon elles ne se présentent pas pour la France. Il faut l'envisager à l'échelle mondiale, c'est le rôle que s'est donné « Le Conseil de la population » dont le siège est à New York, et auquel le planning familial est adhérent au titre de la branche française.

Après étude de la question, il nous apparaît que le meilleur moyen de parvenir à cette régulation des naissances est, non une propagande sur ce sujet propre, qui n'intéressera qu'une minorité mais un programme général du développement de la famille, qui touchera un nombre beaucoup plus important de personnes.

C'est l'organisation de cette campagne (n'isolant pas le problème des naissances de son contexte) qui permettra la maturation des esprits et qui ne pourra être efficace que sur des esprits ayant atteint cette maturation.

M. L. — Sans partager votre optimisme en ce qui concerne les problèmes qui se posent à notre pays, et les solutions qui leur sont apportées, j'en viendrais à la seconde partie de cette interview, concernant non plus l'idéologie, mais l'organisation et le fonctionnement du planning familial.

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Notre mouvement fonctionne selon le mode fédéraliste. L'effort de notre congrès est précisément la décentralisation. En conséquence nous laissons à chaque centre son caractère propre, ne maintenant entre les uns et les autres que le contact indispensable, et ne les soumettant qu'aux règles essentielles découlant du but et de l'idéologie du planning, lesquels sont placés sous la sauvegarde du conseil d'administration.

M. L. — Quels sont vos projets en vue de faire connaître votre mouvement et de permettre son développement ?

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Dans l'état actuel des choses, nous n'essayons pas de faire une publicité trop grande à nos activités, car si le public y faisait largement écho, nous ne serions pas à même d'y faire face.

En effet, cela impliquerait le fonctionnement de nombreux centres, disposant de cadres qui ne peuvent être formés du jour au lendemain.

Nous avons aujourd'hui plus de 100 stagiaires mais qui ne pourront entrer en activité du jour au lendemain, car il leur faut acquérir outre une certaine pratique, une profonde psychologie.

M. L. — Je comprends fort bien vos difficultés et la crise de croissance que subit votre mouvement, mais je m'étonne que, le planning comprenant quelque 70 centres et une ville comme Rouen en comptant 3, Paris et la région parisienne ne disposent que d'un local.

Il pourrait sembler que ce soit précisément dans la capitale que les problèmes invoqués par vous se posent le moins, puisque c'est le lieu de la plus grande concentration et où se fixe le plus grand nombre de compétences.

L'insuffisance du planning sur ce point est capitale, car la nécessité de se rendre au cœur de Paris, rebute de nombreuses personnes qui n'hésiteraient pas à consulter un centre plus proche de leur domicile.

Doctoresse LAGROUA WEILL-HALLE. — Comme vous pouvez le penser un pareil état de choses ne nous a pas échappé, mais nous nous heurtons, alors, à un autre écueil, celui des locaux, quasi introuvables du fait de la crise de logement.

Pour pallier dans une certaine mesure, les inconvénients que vous invoquez, nous avons dissocié le local du comité national et celui de Paris et de sa banlieue, qui se trouvaient autrefois réunis à notre siège de la rue des Colonnes. C'est là un premier pas.

De plus, nous avons à l'étude un projet de permanences de quartiers qui, assurées à jours fixes, soulageraient notre centre.

Enfin nous envisageons l'ouverture d'une vingtaine de points de chute dans la région de Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne.

Mais, je vous le répète, dans le domaine administratif comme dans le domaine idéologique, nous voulons agir avec la plus grande prudence, sans perdre de vue l'efficacité et la réalité et sans nous lancer dans le risque de ne pouvoir répondre au programme que nous nous sommes fixé.

Le CONGO et NOUS

LE temps à autre on reparle du Congo, seulement lorsque quelques Blancs y sont en danger. Cependant tous les jours, des hommes qui ne sont pas blancs eux, y meurent, acteurs involontaires d'une des plus stupides tragédies de notre temps.

Pour la quasi-totalité des petits-bourgeois européens et, même pour beaucoup d'autres, le Congo représente peu de chose, si ce n'est un de ces pays lointains où s'affrontent des factions sur lesquelles misent des hommes « apolitiques ».

Qu'est-ce que le Congo ? Un peu d'histoire

Du XI^e au XV^e siècle se constitue dans le bassin du fleuve Congo et, plus particulièrement dans la région occidentale, un vaste empire bantou limité au nord par le Laongo, agrégat des chefferies vassales des Batekés et, au sud par l'empire du N'Gola dont les Portugais firent l'Angola. Le souverain de ces territoires — Mani-Congo — exerçait son influence de Setté Corma au nord, jusqu'au Zambèze au sud, Pays agricole où s'ouvraient les premières mines. Au XVI^e siècle les Portugais puissamment installés en Angola, firent sentir leur influence sur le Congo. Mani-Congo se convertit au catholicisme et prit le nom de Salvador I^{er}, Mani-Congo du royaume chrétien du Congo. Menacé par la mainmise portugaise, le Congo rompt l'emprise lusitanienne au XVIII^e siècle.

Mais le déplacement du centre commercial de M'Bili à Saint-Paul-de-Loanda, le prive de ressources vitales et l'asphyxie rapidement.

La période coloniale

Un aventurier sans scrupules, du nom de Stanley, entreprend dès 1874 la traversée du Congo d'est en ouest. En 1877 il arrive à l'embouchure du fleuve, non loin de Boma. Un peu plus tard, Léopold II lui confie la mission d'établir la liaison entre le cours supérieur du Congo et l'océan Atlantique.

En 1882, Léopold II réussit à se faire proclamer roi du Congo; en 1885 la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique lui reconnaît la souveraineté, en son nom personnel, sur le royaume de l'« Etat indépendant du Congo ».

Dans le courant de 1911, le Parlement belge décide l'annexion et la colonie devient le Congo belge. Les mines de cuivre et de cobalt sont découvertes au Katanga et, celles de diamant au sud-Kasaï. La province orientale et le bas-Congo sont consacrés à la culture d'exportation. Tandis que le pays devient la terre d'élection des missionnaires — les bons pères — des milliers de Congolais sont victimes du labeur que les colonialistes exigeaient d'eux. Les travailleurs qui n'ont pas fourni le rendement exigé sont mutilés atrocement et, devenus improductifs, on les abat. Le pouvoir central crée une force publique de soudards noirs, recrutés de force dans les plus misérables couches de la population. Encadrée d'officiers belges, elle maintient l'ordre. Le gouvernement colonial s'appuie sur l'aristocratie terrienne et tribale et la nouvelle bourgeoisie. Sporadiquement naissent des mouvements de révolte, aussitôt noyés dans le sang.

L'indépendance

De trente millions d'habitants au début du siècle, la population tombe à treize millions en 1960.

C'est à cette époque, de 1955 à 1960, qu'un mouvement national apparaît, partagé en deux grands courants : l'Abako (association bas-Congo) extrêmement bourgeois et tribal, étend son influence sur le bas-Congo. Il est dirigé par le futur président de la République Kasawubu. La gauche se regroupe autour du M.N.C. qu'incarne le leader Patrice Lumumba. En 1960, le Congo ne reste pas insensible aux grands mouvements d'indépendance. A cette indépendance, il accède après un court colloque entre dirigeants nationalistes et représentants belges, le 30 juin 1960.

Personne n'en parle encore, sauf la bourgeoisie qui s'affole.

Elle s'affole, cette bourgeoisie, parce qu'envers et contre toutes les manœuvres des chefferies noires et du néo-colonialisme, un homme est au pouvoir à Léopoldville : Lumumba. Né en 1925 dans un milieu de petits paysans congolais, il devient un brillant orateur et président du Mouvement National. Cet idéaliste est assoiffé de pouvoir, démagogue, mais il place sa confiance dans les masses populaires. Dès les premiers jours il se déclare révolutionnaire et tend à vouloir substituer une société planifiée aux vieilles structures et, surtout, de laïciser l'enseignement. A cet effet il veut expulser les « Bons Pères » et nationaliser les compagnies minières.

La crise - La guerre civile

Quand on sait que le potentiel vital du Congo est aux mains de l'union minière du Haut-Katanga et de la diamantière du sud-Kasaï, société belge à capitaux anglais, belge, américain et français, on peut comprendre beaucoup de choses. Dans les premiers jours de juillet, la Force publique exaspérée par les brimades des officiers belges encore au commandement se soulève, moleste la population européenne et congolaise de Léopoldville. L'armée belge intervient, rejette la responsabilité de l'insurrection sur Lumumba. Pendant que le gouvernement est paralysé, les deux provinces du sud-est où les compagnies belges ont leurs possessions font sécession et demandent la protection belge : le sud-Kasaï voit Kalondji se proclamer empereur et le Katanga Tshombé président.

L'appel de Léopoldville à l'U.R.S.S. ne fera qu'apporter de l'eau au moulin du capital international.

Les troubles ont fait des victimes, ces victimes ont la peau blanche, cela suffit pour que l'opinion européenne s'émeuve. Kroutchev songe que le moment d'intervenir en Afrique est venu, il menace d'envoyer troupes et matériels auprès de la jeune république. Une force internationale dépêchée par les Nations Unies ne fait que perpétuer l'imbroglie. En septembre 1960, l'armée congolaise prend le pouvoir à Léopoldville, le gouvernement Lumumba se transporte à Stanleyville. Lumumba n'a pu suivre ses ministres il est arrêté par les séides de Kasawubu qui le livrent à Tshombé, lequel le fait assassiner le 17 janvier 1961.

Pendant un an, le Congolais va devenir la proie facile et désarmée des impérialismes russe et américain soutenant chacun une faction. Mais un accord intervient entre les deux parties en août 1962, un gouvernement à majorité lumumbiste est confié à Adula. Les forces congolaises marchent sur

le Katanga. Mais les Américains poussent Adula à reléguer les lumumbistes; ceux-ci sont liquidés, une entente secrète est passée entre Adula et Américains. On assure à l'Union minière un avenir sans histoire, Tshombé fait les frais de cet arrangement, il est chassé « manu militari » de son fief.

La révolution congolaise

Mais les mouvements lumumbistes entreprennent la résistance; en octobre 1963 se crée le Conseil National de Libération. Sous la direction de Mulele, la révolte éclate aux portes de Léopoldville. Tshombé qui n'a pas renoncé, signe un accord avec les « rebelles » tout en gardant d'excellentes relations avec le capitalisme international. Le revoilà au pouvoir, cette fois-ci à Léopoldville, en juin 1964. A l'image du Katanga, le Congo est sous l'emprise du néo-colonialisme. Toutefois, la lutte continue, en deux mois la moitié du Congo est libérée par le peuple à la tête duquel se place Gbenyé, Soumialot et Mulele, leaders lumumbistes.

Cette révolution congolaise est un danger énorme par son caractère spontané et populaire pour le néo-marxisme. Tandis que les éléments populaires se battent seuls malgré les belles promesses de Chinois et Russes, armes et capitaux américains affluent pour Tshombé. En dépit de cet appui, l'armée nationale se désagrège. Il fallait dès lors trouver d'autres moyens.

On prétend que la vie des Européens de Stanleyville était menacée, c'était l'occasion pour les Belgo-Américains de rétablir l'ordre. On connaît la suite : le massacre de vingt mille indigènes lors de l'attaque des paras, commandos venus prêter main-forte aux « affreux » submergés par la combativité des révolutionnaires.

Le prolétariat européen doit comprendre que son combat n'est pas celui des capitalistes occidentaux et qu'il a toutes raisons de se méfier des considérations diplomatiques de l'Est et de l'Ouest. On ne doit pas se désintéresser du Congo parce que c'est loin.

Aux pseudo-explications racistes servant de justification à la bourgeoisie, les travailleurs doivent opposer leur esprit de lutte de classe et soutenir leurs camarades congolais.

Car cette Révolution est la plus importante d'Afrique. Sa victoire sera un coup terrible pour le Capital. Bien sûr, elle n'est ni gestionnaire, ni libertaire, ni internationaliste mais face aux roitelets anarches c'est un élément positif et les anarquistes ne peuvent rester insensibles.

Daniel FLORAC.

QUAND nous déplorons la rareté des textes libertaires disponibles dans l'édition courante, nous oublions souvent que certains éditeurs ont publié récemment, et continuent de publier, des œuvres qui nous touchent de près. L'édition des œuvres complètes de Proudhon se poursuit chez Marcel Rivière. Chez Marcel Rivière encore restent disponibles plusieurs livres de Georges Sorel, et a paru voici peu un ouvrage consacré à celui qui fut le commentateur lucide et passionné du combat syndicaliste révolutionnaire : « Le pluralisme dramatique de Georges Sorel », par Georges Goriély, professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Anarchiste, Sorel ? Il ne s'est jamais proclamé tel, même si son libéralisme initial a pris, au fur et à mesure que se précisait son orientation révolutionnaire, la forme d'un antiétatisme de plus en plus affirmé. Dans ses « Réflexions sur la violence », il dit l'apport majeur des anarchistes au syndicalisme révolutionnaire, reconnaît la nécessité de remplacer l'Etat par les organisations de producteurs. Ce n'est pas cet aspect, connu par ailleurs, qui me retiendra ici. Il n'est pas tellement important de savoir que Sorel a traversé une « période anarchiste » : sa pensée, tout au long, est restée tendue autour d'un certain nombre de thèmes qui constituent le pivot de la philosophie libertaire.

ENTRE PROUDHON ET MARX

Chercheur infatigable, polémiste virulent, Georges Sorel (1847-1922) s'est mêlé étroitement, et sans rien

perdre de son originalité, à l'activité intellectuelle de son temps. Ingénieur des Ponts et Chaussées, sorti de Polytechnique, il démissionne à 45 ans pour « désapprendre », pour refonder et élargir ses connaissances, avec un esprit critique et une volonté d'indépendance exemplaires. Cette volonté d'indépendance, par rapport aux autres mais aussi par rapport à l'acquis de ses propres recherches, l'amènera à plus d'une variation, à des contradictions aussi. Il semblera parfois aller d'une extrême à l'autre, de l'anarcho-syndicalisme à des sympathies monarchistes, du conservatisme moral le plus étroit à l'affirmation de la liberté créatrice. Mais en fait, malgré les excès et les détours, sa pensée gardera une unité profonde, dans le rejet des synthèses dogmatiques et stérilisantes. Et c'est bien abusivement qu'on a pu voir en lui le père spirituel de Lénine... et de Mussolini !

Le livre de Georges Goriély ne nous apprendra pas grand-chose sur les influences proudhoniennes. Il le rappelle pourtant : « Sorel se réfugie en Proudhon à chacune de ses déceptions; il le retrouve à chaque tournant de son évolution spirituelle. Il en parle avec la même émotion en 1922 qu'en 1889. » S'il manque un chapitre à ce livre, c'est bien celui qui étudierait les rapports de Sorel avec la pensée de Proudhon. Cette analyse aurait permis, par exemple, à Georges Goriély d'évaluer avec plus de justesse la dialectique qui sous-tend les « Réflexions sur la violence », et de retrouver aussi une des sources importantes du pluralisme de Sorel. (1)

Recherches

par René

REDÉCOUVERTE DE

G. Goriély, sans doute, ne prétend pas faire un travail exhaustif. Il cherche à dégager avant tout « les aspects les plus actuels d'une œuvre qui reste surtout mal connue dans ce qu'elle présente de plus original ». Son ouvrage y gagne en clarté, et il faut reconnaître qu'il met bien en valeur les moments essentiels de l'évolution intellectuelle de Sorel. Les têtes de chapitre en donnent déjà une idée : formation morale et influences premières, premiers écrits, le passage au socialisme, le « Devenir social », le révisionnisme marxiste, l'affaire Dreyfus, lutte des classes et syndicalisme révolutionnaire, mythe et violence, le drame de l'esprit de Sorel. Ainsi conçue, son étude est finalement plus éclairante que celle de Fernand Rossignol (2) qui, à force de se vouloir complète, devient à la fois trop touffue et trop pointilliste.

DETERMINISME ET LIBERTE

Les pages sur le « Devenir social », revue animée par les marxistes Paul Lafargue et Gabriel Deville (3), et surtout sur le « révisionnisme marxiste », sont parmi les plus importantes. Elles situent clairement le

problème qui polarisera toujours la réflexion de Sorel : maintenir simultanément le « sentiment de la réalité des contraintes extérieures », le « besoin de déterminer un ordre objectif de nécessité aussi rigide que possible » et l'« affirmation de l'absolu de la liberté » (p. 137).

C'est là un problème fondamental non seulement de la sociologie libertaire, mais de la philosophie anarchiste. Je ne vois jamais sans étonnement des anarchistes adopter sans autre forme de procès des positions strictement matérialistes et déterministes. Comment, par quel tour de magie, retrouver la liberté après avoir réduit au déterminisme toute vie sociale ou psychologique ?

Réfléchissant sur le matérialisme historique, sur la dialectique de l'histoire, Sorel pose la question en termes tranchants. Sans doute, comme le relève Stéphane Bernard dans un compte rendu du « Pluralisme dramatique de Georges Sorel » (4), l'état actuel des sciences sociales fait envisager avec plus de souplesse l'articulation de la spontanéité humaine et de la nécessité sociologique. Mais, face au matérialisme mécanique que préconisent de son temps les mar-

Les Malheurs du Saint-Père

DÉCIDÉMENT, rien ne sera épargné à ce pauvre Saint-Père. Il ne suffisait pas qu'il eût l'immense chagrin de voir ses fils bien-aimés s'entre-déchirer à belles dents ; par exemple « *Témoignage Chrétien* » du 23 septembre 1965 traitait H. Rambaud, rédacteur du mensuel catholique « *Le Monde et la Vie* » de calomniateur ou encore le même H. Rambaud stigmatisant le père Congar qui avait osé se plaindre d'une citation plus ou moins arrangée, ou l'abbé Deschamps évoquant « les politiciens du Concile, objet du scandale pour le monde » (il s'agit naturellement des progressistes), ou encore l'abbé G. de Nantes (actuellement en disgrâce) pourfendant « la meute hurlante, terrifiante », du Syndicat des Réformistes.

D'autres problèmes, aussi bien d'ordre général qu'intérieurs à l'Eglise, et touchant même au domaine de la foi, l'assaillent en permanence, ne lui laissant plus le moindre instant de repos.

Entre autres, selon des rumeurs de couloir du Concile venues désagréablement chatouiller les oreilles du pape, quelques pères conciliaires, probablement lassés des amours clandestines, auraient eu l'intention de débattre la question du célibat ecclésiastique. L'argument avancé paraissait sérieux : il paraît que cette restriction nuit au recrutement sacerdotal et risque, notamment en Amérique latine, de laisser le troupeau sans pasteur. Non seulement Paul demeura sourd à cette argumentation mais, de plus, il prit très mal la chose (il est vrai qu'en ce qui le concerne personnellement cette question ne doit plus être tellement préoccupante) et rédigea dare-dare une lettre impérative stipulant qu'un débat public était inopportun sur ce sujet. Il ajoutait que, non seulement il entendait conserver cette loi « antique, sacrée et providentielle » mais encore en renforcer l'observance. Ne voulant cependant pas terminer sur une note aussi sèche, il disait également que « si des pères croient devoir exprimer leur sentiment sur cette question ils peuvent l'en-« voyer par écrit au Conseil de Présidence « qui le transmettra au Souverain Pontife, « lequel, devant Dieu, l'examinera attentivement ».

Il y a gros à parier, qu'étant donné la position catégorique énoncée dans la lettre pontificale, peu d'évêques prendront le risque (à moins de s'être assuré au préalable une situation de remplacement) de transmettre leurs doléances à leur patron.

De toute façon, ne vous désolés pas les abbés ; il se trouvera toujours de jolies pénitentes remplies de bonnes volontés pour assurer la satisfaction des génitoires ecclésiastiques ; et, en somme, faire l'amour avec son curé n'est-ce pas prouver son amour pour le Christ dont il est le représentant ? Les paroisses ne sont pas prêtes de manquer de cocus pour la bonne cause.

D'ailleurs, tout bien considéré, mieux vaut encore voir les hommes en noir satisfaire leurs instincts reproducteurs avec leurs paroissiennes complaisantes plutôt que se dévouer (comme cela ne s'est que trop souvent produit) avec les enfants à qui ils sont chargés d'enseigner le catéchisme. Il est vrai que s'il n'y avait pas des parents assez idiots pour les leur confier...

Mais le Saint-Père a eu à affronter un autre souci, beaucoup plus sérieux celui-là puisqu'il touche directement au domaine de la foi. Il s'agit du dogme de l'Eucharistie, survivance du cannibalisme rituel selon lequel on acquiert les qualités de l'individu que l'on dévore. Ce dogme s'appuie principalement sur ces paroles de l'Evangile « Mangez, ceci est mon corps, buvez, ceci est mon sang », dont on sait aujourd'hui qu'elles ne figuraient pas dans les textes les plus anciens. Ceci n'a pas empêché les Conciles de Latran (1215) et de Trente (1545-1563) d'officialiser la doctrine selon laquelle le pain et le vin de messe se transforment en chair et en sang, précisant que le corps du Christ en entier est contenu dans la petite hostie non pas symboliquement mais dans toute sa substance. Bien plus, le pain et le vin perdent totalement leur nature de pain et de vin n'en conservant que l'apparence.

Cette doctrine paraît difficilement soutenable au XX^e siècle, d'autant plus que, fût-on catholique, il doit être assez désa-

gréable de se savoir anthropophage et théophage, même si la chair humaine et divine absorbée a le goût et la consistance du pain.

Force nous est donc d'admettre que Paul VI n'a pas un cerveau normalement constitué puisque, ayant eu connaissance de cette thèse, il eut une réaction d'intense indignation : comment, on prétend que mes crétiens de chrétiens ne sont pas cannibales, qu'ils ne boulochent, à chaque messe, qu'une viande de Christ symbolique ! C'est inadmissible ! L'hostie c'est de la vraie, de l'authentique, de la véritable bidoche humano-divine ; et malheur à celui qui prétend le contraire. Et, sur ce, de pondre illico une encyclique de 10 pages intitulée « *Mysterium Fidei* » (Mystère de la foi en langage courant).

Après avoir rappelé quantité de prises de positions antérieures, notamment du Concile de Trente, de saint Ignace, saint Cyprien, saint Augustin, Léon XIII, et j'en passe, il atteint son apothéose dans l'article 46 où il déclare sans rire, après avoir précisé qu'il s'agit là d'une réalité objective : « car une « f » is la substance du pain et du vin changée « en corps et sang du Christ il ne subsiste « rien du pain et du vin, sinon les seules « espèces sous lesquelles le Christ tout « entier est présent en sa réalité physique « et même corporelle, bien que selon un « mode de présence différent de ceux selon « lesquels un corps occupe un lieu ».

Que personne surtout ne vienne rétorquer qu'on voit bien qu'il s'agit de pain et de vin, car Paul a pris soin de préciser dans l'article 19 qu'il est nécessaire de procéder à une sélection des sens : ainsi, « la vue, le toucher, le goût se trompent », seule l'ouïe apporte la vérité, car elle enregistre la parole du Fils de Dieu.

Que de telles stupidités aient pu être enseignées et crues dans un passé inférieur à 2 000 ans est déjà surprenant ; Cicéron, en effet, écrivait, bien avant que ce dogme ait été développé : « Croyez-vous qu'il y « ait quelqu'un d'assez fou pour s'imaginer « que ce qu'il mange est un Dieu ? »

Qu'elles aient pu être avalées de bonne grâce par ce qu'il est convenu de nommer le peuple le plus spirituel de la terre devient littéralement effarant.

Mais lorsqu'un bonhomme qui, semblait-il, a atteint l'âge de raison et qui, de plus, jouit d'une certaine notoriété dans le monde, ose, en plein XX^e siècle (et en même temps que se prépare la révision de certains aspects périmés de son Eglise pour adapter celle-ci au monde d'aujourd'hui) publier de pareilles niaiseries, ceci ne laisse place qu'à deux hypothèses :

Ou bien le pape est un pince-sans-rire amateur de canulars dépassant de cent coudées ceux que peut imaginer l'homme des vœux,

Ou bien il considère ses fidèles comme des arriérés mentaux capables d'avalier les plus énormes couleuvres ! Ce en quoi il n'a peut-être pas tout à fait tort.

Cette inoffensive plaisanterie mise à part (inoffensive aujourd'hui, mais néanmoins responsable de quelques bûchers dans le passé) le vieux Paul a un autre sujet de préoccupation qui lui cause bien du tracas.

Ce grand écervelé, au cours de sa visite à l'O.N.U., éprouva le besoin de lancer à tout aréopage de la diplomatie internationale une vanne retentissante, laissant entendre à ces messieurs que la question du contrôle des naissances ne les regardait pas. Voici d'ailleurs ses paroles rapportées par « *Témoignage Chrétien* » du 7 octobre 1965 : « Votre tâche est de faire en sorte « que le pain soit suffisamment abondant « à la table de l'humanité et non pas de « favoriser un contrôle artificiel des naissances qui serait irrationnel. »

Qu'une telle question soit beaucoup trop sérieuse pour être traitée par de quelconques diplomates, nul n'en disconvient ; mais que la remarque en soit faite par un sénile vieillard que ses préjugés rétrogrades placent en dehors de la réalité du monde, voilà qui frise l'aberration. D'autant que ledit vieillard, en formulant cette remarque, entendait ainsi signifier que le problème était de sa compétence personnelle. Quelques jours plus tard, en effet, toujours plein de sa suffisance hautaine, il déclarait à un reporter du « *Corriere della Serra* » : « Prenons par exemple « le birth control. Le monde Nous de- « mande ce que Nous en pensons et Nous « avons à lui donner une réponse. Quelle « réponse ? Nous ne pouvons certes pas « Nous taire. Il faut parler. »

Comme si le monde avait attendu après lui pour appliquer spontanément la limitation des naissances ! D'ailleurs, lorsqu'on ne sait que dire, la meilleure solution est de se taire. Mais Paul se prend très au sérieux, c'est un de ses petits travers et il voudrait bien dire quelque chose. Toutefois, ayant encore quelques leuvers de bon sens (eh oui ! il lui en reste) il se rend bien compte que le genre humain, s'il donnait libre cours à toutes ses facultés reproductrices, se multiplierait au moins par trois à chaque génération. Mais, par ailleurs, il ne peut négliger le « croissez et multipliez » ni se départir du préjugé selon lequel le recours aux procédés contraceptifs est purement et simplement la fornication.

Sa perplexité est donc bien grande ; aussi pleurniche-t-il dans le giron du journaliste : « On fait beaucoup d'études sur « cette question. Mais c'est Nous qui avons « à prendre une décision. Et pour décider, « Nous sommes seul. Il est moins facile « de décider que d'étudier. Nous devons « parler. Que dirons-Nous ? En vérité, il « faut que Dieu Nous éclaire. »

A défaut des lumières célestes qui semblent avoir quelques difficultés à parvenir jusqu'à lui, nous nous permettons un conseil à l'outrecuidant vieillard :

Un jour, Jésus a dit, si l'on en croit les saintes écritures : « Mon Royaume n'est pas de ce monde. » Alors, pape, au lieu de vouloir promener votre incompétence dans des problèmes terrestres qui vous dépassent, allez donc vous occuper du domaine de votre patron et foutez-nous la paix sur terre. Nous nous débrouillerons bien sans vous.

Robert PANNIER.

Libertaires

FORAIN

GEORGES SOREL

xistes français, Sorel pose vigoureusement la liberté créatrice, le pouvoir d'initiative et de décision de l'homme. Voulant revenir au Marx authentique, il cherche ses interlocuteurs en Allemagne (Bernstein) ou en Italie (Antonio Labriola, Benedetto Croce).

Chemin faisant, il s'écartera d'ailleurs du marxisme, même rendu à sa souplesse dialectique, par l'importance accordée aux facteurs moraux, psychologiques, juridiques. S'il refuse le matérialisme historique, tout en cherchant toujours à préciser les déterminations de la base économique, technologique, c'est qu'il n'admet aucun facteur universellement déterminant. Les problèmes de la production sont au centre de sa pensée : il n'admettra pas cependant que la technique industrielle soit un facteur réductible à son aspect matériel, ni qu'elle soit susceptible de déterminer l'ensemble de la structure sociale et culturelle.

IMPREVISIBILITE DE L'HISTOIRE

Pas plus qu'un déterminisme statique (dépendance d'une structure idéologique par rapport à une infra-

structure matérielle) il n'accepte l'idée d'un déterminisme dynamique, d'enchaînement nécessaire des événements dans leur déroulement historique. Sorel conteste que le mouvement humain puisse avoir une direction prédéterminée, et par là il rejoint bien Proudhon, pour qui la régression, la décadence sont aussi réelles et aussi probables que le progrès, et guettent sans cesse les groupes et la société (4). Quelle que soit l'importance qu'il attribue aux impulsions et aux limitations de l'infrastructure matérielle, il n'en accorde pas moins un rôle essentiel à la tension des volontés, à la liberté créatrice, aux « *éthiques vivantes* », avec ce qu'elles comportent d'imprévisible.

Le déterminisme, pour Sorel, n'est pas une donnée de départ : il doit se prouver. Il n'y a entre les faits que les liens que l'expérience peut y découvrir. Ce qui est premier, c'est le désordre. L'ordre de la science est fabriqué par l'homme, le désordre est l'état naturel de l'humanité. L'ordre est le fruit d'une difficile évolution. La rationalité de l'histoire n'a rien d'évident : elle est conquise sur le chaos. Et seules quelques périodes privilégiées trouvent l'unité d'un

développement. « *Un développement, écrit-il encore, ne peut être qu'un axe théorique tracé au milieu d'une gerbe d'essais différents qui tantôt aident le mouvement, tantôt le contrarient, dont le plus grand nombre n'aboutit pas* ». (cité p. 149). Il existe ainsi pour Sorel, et là encore il retrouve Proudhon, une multiplicité de systèmes d'explications possibles, pour l'histoire et pour les sociétés, et le hasard, constituant l'intime du réel, y trouve une part irréductible.

Ce relativisme, ce pluralisme qui reconnaît la multiplicité des facteurs jouant dans la vie collective, et la variation de leur rôle, est un des principes méthodologiques les plus fertiles de la sociologie libertaire. Qu'on n'accuse pas Sorel, devant sa méfiance face aux postulats déterministes, de dilettantisme littéraire. Il est toujours resté attentif aux progrès de la science et de la technique, et Stéphane Bernard va jusqu'à soutenir que certaines de ses idées (sur le « support expressif ») permettraient de poser plus clairement le problème de l'« indéterminisme » en microphysique (5). C'est en termes de technicien encore que Sorel donne une très pertinente définition de la liberté, qui montre bien comment il envisage l'imbrication du déterminisme et de la liberté : « *Nous sommes libres en ce sens que nous pouvons construire des appareils qui n'ont aucun modèle dans le milieu cosmique ; nous ne changeons rien aux lois de la nature, mais nous sommes maîtres de créer des séquences ayant une ordonnance qui nous est propre* » (cité p. 67).

Ce n'est là qu'un aperçu de quel-

ques-uns des problèmes que Sorel nous permettra de poser avec plus de rigueur, en nous proposant des réponses riches et originales. Il n'a même pas été question de ses vues si pénétrantes sur la violence, le mythe et l'utopie, sur la morale des producteurs, la grève générale, etc. Il serait pourtant intéressant de voir ce qu'elles offrent d'utile à notre temps d'apathie et de fuite dans la consommation passive.

Mais une chose est sûre : si Sorel permet à l'anarchisme de retrouver certaines de ses lignes de force, l'éclairage libertaire situe son œuvre dans une lumière crue qui interdit toute confusion sur son refus du parlementarisme, de la démocratie formelle, du socialisme d'Etat.

(1) Pour une introduction actuelle à la philosophie, la sociologie et la doctrine socio-politique de Proudhon, voir l'étude que vient de lui consacrer Georges Gurvitch dans la collection « *Philosophes* » (Presses universitaires de France, 1965 ; 116 pages, dont 40 de textes choisis — 5 F).

(2) Pour connaître la pensée de G. Sorel (Bordas, 1948 ; 282 pages).

(3) Le pluralisme dramatique de Georges Sorel (Rivière, 1962 ; 244 pages) comporte une bibliographie particulièrement précise. On y trouve la référence des nombreux articles que Sorel a publiés dans différentes revues, françaises et étrangères.

(4) Voir en particulier « La marche du socialisme » (p. 378 et suivantes) dans « *Les illusions du progrès* », de G. Sorel (Rivière, 1947).

(5) Revue de l'Institut de sociologie (Université libre de Bruxelles) 1964, n° 1 ; pages 149-193.

AMERIQUE LATINE

URUGUAY

La situation est extrêmement tendue dans l'ensemble du pays. Le gouvernement du Dr Beltran a décrété l'état de siège le 7 octobre, l'armée se tient prête à intervenir et des dizaines de militants syndicalistes ont été arrêtés. Néanmoins le C.N.T. (Conseil National des Travailleurs) a décrété une grève générale de 24 h. le 14 octobre qui a été suivie à cent pour cent. Rappelons que la C.N.T. qui regroupe 90 % des syndiqués a été créée en 1964 et que nos camarades de la F.A.U. (Fédération anarchiste uruguayenne) y militent très activement.

COLOMBIE

L'armée a déclenché une offensive généralisée contre les « Républiques indépendantes » de Rio Chiquito, Marquetalia et El Pato où elle se heurte à la résistance des guerrilleros et des paysans. Dans les villes les manifestations (une d'elles aboutit à l'enlèvement du commandant de la police du département de l'Atlantique) et les grèves se poursuivent. Onze mille dockers sont en grève sur la côte Atlantique.

PEROU

Opération conjointe de l'armée de terre et de l'aviation pour réduire les guerrilleros de la Mesa Pelada. Des bombes au napalm ont été lâchées sur les opposants à la dictature du président Belaunde Terry. Les commandos rebelles font généralement partie du M.I.R. (mouvement de la gauche révolutionnaire).

VENEZUELA

Le 14 octobre, 8 oléoducs ont explosé aux environs de Barcelona, par suite d'un attentat qui coïncide avec la grève déclenchée par les ouvriers de l'industrie des pétroles. Les attentats terroristes et les émeutes populaires ont lieu dans le pays et Caracas plus particulièrement où l'on « déplore » la mort de policiers.

BOLIVIE

Après les grèves de fin septembre dans les mines de Siglo Veinte qui s'étaient terminées en épreuve de force entre le gouvernement et les mineurs, faisant plus de soixante-dix morts, le général Barrientos déclare qu'il subordonne la levée de l'état de siège et la tenue d'élections générales à la poursuite du travail dans les mines.

ARGENTINE

Arrestations d'éléments révolutionnaires, attentats terroristes, manifestations de rues.

MEXIQUE

Emeute paysanne à Madera : 20 morts.

AMERIQUE DU NORD

U.S.A.

La tendance « dure » en politique internationale a marqué un point contre la tendance « progressiste » en faisant adopter par la chambre des représentants à Washington une résolution autorisant : « ... les U.S.A. à intervenir par la force dans n'importe quel pays du continent ».

La tendance dure est représentée par le secrétaire d'Etat, M. Thomas Mann, qui demande de lutter même contre « les communistes des mouvements réformistes respectueux de la liberté » car ils y acquièrent une « respectabilité » qui permet leurs agissements ultérieurs. M. Mann est un des responsables de l'intervention à Saint-Domingue.

La tendance « progressiste » est représentée par le sénateur Fulbright qui propose « d'encourager les changements et même les révolutions dans les pays sous-développés ».

Le gouvernement des U.S.A. semble préférer la première méthode qui présente l'avantage de « stimuler » l'industrie. En effet c'est en partie cette politique d'engagement militaire qui a permis aux U.S.A. de faire tomber le nombre de ses chômeurs au-dessous de 3 millions pour la première fois depuis 1957. Les massacres au Vietnam permettent aux capitalistes de maintenir le rythme d'une expansion sans recession.

Après les importantes manifestations contre la guerre au Vietnam, le correspondant du « Monde » aux U.S.A. constate l'existence d'un courant « d'objection de conscience rigide associé à des éléments ostensiblement réfractaires, défiant les autorités constituées et bafouant les devoirs des citoyens... » Des groupes ont tenté d'envahir les installations militaires, d'autres ont occupé les bureaux du conseil de revision (Ann Arbor), certains enfin ont brûlé en public leurs papiers militaires.

AFRIQUE

CONGO - LEOPOLDVILLE : l'armée nationale congolaise avec les « afreux » à sa tête est engagée dans une offensive de longue haleine contre les « rebelles » du Nord-Est du pays. C'est actuellement autour de Fizi que se livrent les combats les plus acharnés.

SUDAN : les provinces du Sud sont en rébellion ouverte contre le gouvernement de Khartoum.

MOZAMBIQUE : les guerrilleros poursuivent leurs activités.

ANGOLA : le G.R.A.E. (gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil) et le M.P.L.A. (mouvement populaire de libération de l'Angola) dirigent la lutte armée contre les colonialistes portugais.

ASIE

ARABIE DU SUD : épreuve de force entre les nationalistes et la Grande-Bretagne.

IRAK : les Kurdes continuent leur lutte pour l'autonomie contre le gouvernement central de Bagdad.

CHINE

L'Agence Chine Nouvelle reconnaît implicitement l'existence d'une opposition organisée à l'intérieur de la République populaire chinoise, puisqu'elle annonce que « le peuple chinois » a mis fin à diverses activités de sabotage et de subversion. Ces opposants sont qualifiés de « révisionnistes khrouchtchéviens » mais comme cette qualification est collée sur le dos de tous les opposants, il n'est pas interdit de penser que les menées réprimées pourraient avoir un lien avec l'opposition révolutionnaire dont parlait notre camarade chinois dans le dernier *Monde Libertaire*.

JAPON

L'action directe se révèle bien plus payante que les motions ou les pétitions, même si elles sont signées par des centaines de milliers de personnes (voir les pétitions pour l'école laïque en France). Deux mille paysans ont réussi par leur action à empêcher les forces américaines de procéder à des essais de fusées au pied du mont Fuji.

EUROPE

BELGIQUE

Le P.C. belge fera-t-il appel à la police contre les grévistes ? Les rédacteurs du « drapeau rouge », organe officiel du P.C. belge se sont mis en grève le 19 octobre pour protester contre la politique salariale de la « direction ». Le « patronat » communiste a réagi comme n'importe quel patronat capitaliste en licenciant un secrétaire de rédaction et en promulguant un « lock-out » camouflé, demandant aux grévistes de ne pas mettre les pieds dans les locaux du journal.

U.R.S.S.

Les « réformistes » de la S.F.I.O. n'auront bientôt plus aucune divergence avec le P.C. d'U.R.S.S. En

effet, après les réformes économiques qui ont réintroduit le bénéfice comme indicateur principal du succès des entreprises et mis l'accent sur les primes pour stimuler les ouvriers, c'est maintenant dans le domaine politique que l'U.R.S.S. manifeste son réformisme en demandant aux partis communistes occidentaux « d'élaborer une tactique souple de lutte des classes ».

C'est dans cette optique que le P.C. suédois va se transformer pour : « s'adapter aux réalités du pays » et peut-être même supprimer le mot « communiste » dans le nom du parti. Dans cet éclairage, la politique du P.C. français devient claire comme de l'eau de roche.

GRANDE-BRETAGNE

Lord Bertrand Russel, prix Nobel et militant pacifiste mondialement connu, a déchiré publiquement sa carte d'adhérent au parti Travailleuse dont il était membre depuis 51 ans. Le fait que lors de son précédent passage au pouvoir, après 1945, le parti Travailleuse avait mobilisé la troupe contre les grévistes, ne lui avait pas suffi pour s'apercevoir que la différence entre gouvernements de gauche ou de droite est bien mince. Les électeurs de « gauche » français sauront-ils tirer les leçons de son expérience ?

ITALIE

Les salariés italiens ont de grands motifs pour se réjouir. En effet, une catégorie d'entre eux a réussi à obtenir une augmentation de 50 %. Il s'agit des députés... qui, par ailleurs, mènent campagne pour la stabilité des salaires. Il n'en reste pas moins qu'ils donnent un magnifique exemple aux travailleurs : les améliorations ne s'obtiennent que par l'action directe. Signalons également que les députés socialistes, au nom certainement d'un « socialisme sans lutte de classes » (M. Nenni dixit) ont refusé de demander la révision des accords de Latran.

Le congrès mondial de la population a établi que d'ici à 30 ans nous serions sept milliards d'êtres plus ou moins humains sur la Terre, c'est-à-dire deux fois plus qu'actuellement (à moins, évidemment, que nous soyons désintégrés par les jouets atomiques d'ici là).

Il révèle, d'autre part, qu'un homme sur deux souffre soit de la faim, soit d'une mauvaise nutrition et « qu'il n'est nullement exclu que l'on voie éclater des famines dans les cinq à dix prochaines années ». Nous vous transmettons, sous toute réserve, une information qui établit que la majorité de la population française n'a toujours pas rejoint notre lutte contre les systèmes capitalistes et qu'elle serait prête à valider le système actuel en participant aux élections du 5 décembre.

● Actualité anarchiste ● Actualité anarchiste ● Actualité anarchiste

CAMPING INTERNATIONAL DE JEUNES LIBERTAIRES

Ne pouvant reproduire le volumineux rapport que nous envoie le groupe de Marseille, nous vous signalons qu'il demande à tous les camarades de rechercher dès maintenant un terrain pour l'année prochaine, dans les départements du Sud-Est, ou sur la côte méditerranéenne de l'Italie.

Ce terrain doit pouvoir accueillir 500 personnes, être près d'un centre de ravitaillement et disposer d'une source d'eau potable.

Pour tous renseignements à fournir ou à demander, écrire à : René Bianco, 13, rue de l'Académie, Marseille 1^{er}.

HOLLANDE

L'Institut international d'Histoire sociale qui a son siège à Amsterdam vient d'ouvrir un secrétariat spécial pour « les questions anarchistes ».

L'opinion hollandaise s'est émue du peu de respect dont témoignent des « jeunes anarchistes » envers le sang royal. En effet, pendant que la reine prononçait le discours du trône des jeunes « dévoyés » distribuait, dans les rues, un faux discours du trône signé par Sa Majesté où elle déclarait qu'elle était devenue anarchiste et, qu'en conséquence, elle mettait sa fortune à la disposition des ouvriers et qu'elle cédait ses palais aux mal-logés de la ville. Huit d'entre eux ont été appréhendés.

BULGARIE

L'Union des Anarchistes bulgares en exil nous informe du décès en Bulgarie de Georges Getchev, écrivain et militant de classe internationale. Condamné à mort, obligé de se réfugier plusieurs fois en France, travaillant dans la clandestinité en Bulgarie, animateur d'une revue clandestine, il fut interné en 1949 dans les camps de concentration de Bogdanov-dol et de Béléne et n'en sortit que sous la pression énergique de l'Union des Ecrivains. Dernièrement encore, il était interrogé par la police en 1963. Son enterrement à Sofia a réuni une nombreuse assistance.

ITALIE

Dans le cadre de la préparation du Congrès de Carrare, la F.A. Laziale (Fédération Anarchiste régionale du Latium) vient de traduire et de publier la brochure de notre camarade Fayolle : « Réflexion sur l'évolution de la pensée anarchiste ».

On sait que trois projets de loi ont depuis longtemps été déposés dans le but de doter l'Italie d'un statut des objecteurs de conscience.

Une grande campagne pour la reconnaissance juridique de l'objection de conscience a donc été lancée en Italie et nos camarades sont à l'avant-garde de ce combat.

Déjà, à Milan, deux jeunes ont tenu une conférence pour expliquer les raisons de leur refus de porter l'uniforme. L'un d'eux, Ivo della Savia, jeune

militant anarchiste, a été emprisonné à Orvieto ; il vient d'être transféré au fort Boccea en attendant d'être jugé avec son camarade (catholique) Giorgio Viola.

Campagne internationale pour la liberté des détenus politiques en Espagne et au Portugal :

— La campagne, dont nous vous avons parlé plus longuement dans le dernier « M.L. », se poursuit dans les différents pays. En Uruguay, l'hebdomadaire « Marcha » lui a consacré ses colonnes dernièrement.

En Italie, les jeunes anarchistes ont réussi à entraîner dans le soutien de cette campagne divers mouvements de jeunes et d'étudiants, avec lesquels ils ont publié un manifeste commun.

Enfin signalons, par ailleurs, qu'après Pecunia, c'est maintenant notre camarade Paquita Roman qui est sortie des prisons franquistes après trois ans d'internement, le 9 octobre. Elle était accusée d'appartenir à la F.I.J.L. et condamnée à 12 ans de prison.

Vingt objecteurs du camp de Brignoles ont été amenés samedi 16 par des C.R.S. pour subir un ISOLEMENT de 60 jours à la caserne C.R.S. d'Uzès.

UN
MILITANT
ANARCHISTE

Le Cours d'une vie

de Louis Lecoin

● vu par
Maurice Joyeux

EN nous donnant une nouvelle édition de son livre « De prison en prison », augmentée de la période qui va de 1945 à nos jours, Louis Lecoin a ajouté un chapitre à l'histoire de l'anarchie, qui en compte beaucoup d'autres. Vie passionnante dont on peut difficilement prétendre qu'elle s'inscrive dans le cours de cette histoire. Certes, elle la côtoie, parfois s'en éloigne, avant de la rejoindre pour reprendre de la distance. De toutes façons, elle inscrit ses

grands moments en marge et ce n'est pas un des aspects le moins curieux de cette existence d'un militant qui se réclame volontiers de Kropotkine, que de la sentir inspirée par un individualisme farouche qui n'a rien de doctrinal.

Lecoin est souvent seul, et de cette solitude il tire à la fois sa force et un âpre plaisir. Lorsque des amis l'entourent pour épauler ses efforts, on les sent choisis par lui, en dehors de l'organisation libertaire à laquelle il n'appartient que du bout des lèvres. Par des vertus que personne ne peut lui contester, il a suscité des dévouements admirables qui l'apparentent plus au patriarcat respecté et aimé, qu'au militant révolutionnaire choisi par ses pairs pour l'accomplissement d'une tâche définie. En ce sens, d'ailleurs, il s'inscrit à la suite d'une liste déjà longue de personnalités illustres qui marquèrent le mouvement anarchiste de leur griffe. Il est l'homme d'une époque qu'il situe dans le temps, époque où le collectivisme du théoricien fit toujours bon ménage avec l'individualisme de son comportement. Ni Reclus, ni Kropotkine, ni Sébastien Faure ne prirent une grande part à l'organisation du mouvement libertaire en temps qu'outil de libération des hommes. Ils furent hommes de cabinet comme Lecoin fut l'homme des relations entre l'anarchie et ce qui lui était extérieur; en ce sens Lecoin n'a pas ménagé ses efforts pour que l'anarchie sorte du « ghetto » où la société la tenait enfermée. Il en a trop fait, prétendront certains... Et pourtant c'est là que son apport me paraît le plus positif, même si entre le sectarisme replié sur lui-même et l'ouverture parfois excessive de Lecoin sur le monde de la politique, il existe un juste milieu plus conforme à la fois à l'idéologie et aux nécessités de la propagande.

Quatre sommets dominent cette vie en dents de scie. Le premier, celui auquel va ma préférence, c'est celui du Lecoin anarchiste et syndicaliste que domine le coup de pistolet du Congrès de Lille. Le second va marquer le personnage de son côté « petite sœur des pauvres » — c'est celui du Lecoin de l'affaire Sacco-Vanzetti, de l'affaire Aseaso-Durutti. Le troi-

sième c'est celui du tract « Paix immédiate », un haut moment de l'anarchie. Enfin, le quatrième sommet c'est celui du Lecoin de l'objection de conscience, dominé par la grève de la faim. Entre ces sommets, des blancs que l'histoire remplira. Et c'est peut-être ces « blancs » entre les poussées de fièvre qui situent le mieux cette répugnance dont Lecoin n'est peut-être pas conscient, pour l'organisation libertaire.

Lecoin a été l'homme des tâches nobles, il n'a jamais été l'homme d'une organisation et son communisme a été plus un symbole qu'un but que seuls des milliers d'efforts obscurs peuvent réaliser. Je crois qu'il faut bien comprendre tout cela si on veut approcher cette vie exceptionnelle et qui est à la fois un élan du cœur et un élan de l'âme plus qu'une prise de conscience de nécessités de l'organisation étroite des hommes pour triompher. L'homme est chez Louis Lecoin, l'élément le plus riche et le plus estimable. Sa nature profonde renferme à la fois un « saint Vincent de Paul » (le mot n'est pas de moi) et un enfant têtu et obstiné à avoir raison et à avoir raison seul contre tous. Projectées au moment opportun ces deux vertus ont donné des résultats que nul ne peut et ne doit contester et dont les bénéficiaires furent à la fois les victimes arrachées aux bourreaux, Lecoin s'inscrivant dans l'histoire, et une anarchie sans grande conséquence pour la bourgeoisie, une anarchie élan du cœur et aliment de l'esprit, une anarchie de moraliste plus qu'une anarchie de révolutionnaire.

À l'extérieur de l'anarchie on a, et avec juste raison, beaucoup admiré Lecoin. Je voudrais toutefois faire remarquer qu'en général ce que l'extérieur admire en nous, c'est moins ce qui nous est personnel, ce qui fait notre originalité, nous met en dehors de la société que ce qui nous rattache à elle dans ce qu'elle a de plus valable et qu'elle n'applique pas. Nous sommes alors, ou son remords, ou la justification de sa continuité pour peu qu'on l'aide à être elle-même telle qu'elle se voit dans le miroir déformant de sa morale. Je crois que nous ferions un marché de dupes en acceptant ce propos « c'est un anarchiste » mais malgré cela il est bien.

J'ai attentivement lu « Le cours d'une vie » (1) — j'ai dit qu'il y avait des blancs que l'histoire remplira. Disons qu'il y a des jugements que l'histoire rectifiera. Que Lecoin ne s'en alarme pas, il a gagné la partie... Son livre comme sa vie seront des points de repère pour les générations qui nous suivent. Ne sont définitivement morts que les hommes dont le linceul est garroté de lauriers. Les hommes bien vivants, ce sont ceux qui traversent les siècles, ce sont les autres, ceux que l'on discute, ceux qu'on se jette à la tête, et Lecoin sera de ceux-là. Il y a deux façons d'aimer, il y a ceux qui aiment le plus et qu'on recrute parmi les chaisières de sacristie, et ceux qui aiment le mieux pour qui l'amour est réflexion.

Comme une toile de Vlaminck qui fut son ami, le livre de Louis Lecoin nous brosse un vieux chène courbé sous les bourrasques qui déferlent sur la plaine nue. Toute une époque se tourne lorsqu'on tourne la dernière page. Les jeunes qui liront ce livre, qui doivent lire ce livre, devront, à partir de ce livre, méditer sur notre mouvement. L'époque des grands initiés, l'époque des monstres sacrés, est révolue. La connaissance est trop vaste pour tenir dans un chapeau. Oui, nous conserverons nos images d'Épinal, oui nous les jetterons à la tête du bourgeois moralisateur, mais nous devons bien prendre garde que l'ombrage que donnent les fûts vigoureux n'étouffe pas toutes les jeunes pousses qui constituent l'avenir.

P. S. — Dans son livre, Lecoin cite les nombreux articles et les interventions faits en sa faveur pendant sa grève de la faim. La place restreinte dont il disposait l'a empêché, sans doute... de parler de nous. Cela allait sans dire, mais comme les choses sont plus claires en le disant, je renvoie pour information nos lecteurs aux numéros du « Monde libertaire » de l'époque et leur rappelle que notre local et notre permanence servent pendant toute cette période à la défense de notre camarade.

(1) En vente à notre librairie PUBLICO, 3, rue Ternaux, Paris (11*), au prix de 18 francs.

ARTS

La Peinture et le « syndicat »

ou

un aveu de la Mafia

« Pour chaque Biennale, le Syndicat des Critiques d'Art demande à ses membres de moins de 35 ans « d'inviter un certain nombre d'artistes qui remplissent les différentes conditions d'admission exigées par le règlement de cette manifestation. Cette année, désignés par notre syndicat et en plein accord avec lui, « Jean-Jacques Lévêque, Jeannine Lipsi, Marie-Thérèse, Murgis et « moi-même avons décidé... » Tel est l'aveu de Raoul-Jean Moulin à propos de la 4^e Biennale de Paris dans « Les Lettres françaises » (30-3-65).

Ainsi les gens de la mafia n'ont aucune pudeur. Désignés par leur « syndicat », et en plein accord avec lui, les jeunes critiques décident ! Autrement dit, ils font la pluie et le beau temps. Tant pis pour ceux qui ne sont pas dans le coup. Les critiques non « syndiqués » n'ont pas droit

à la parole quant aux peintres sans relations, ils iront exposer ailleurs.

Mais la limite d'âge tombe vite pour les nouveaux mandarines. En 1961, pour la 2^e Biennale, ils étaient onze critiques de moins de 35 ans. Cette année, ils ne sont plus que quatre. Qui les remplacera ? Où est la relève ? Faisons confiance au « Syndicat ».

« Cette Biennale, écrit Jean Bouret, « est l'œuvre de Raymond Cogniat. » Nous le savions, surtout depuis la fameuse lettre ouverte de Lorjou, distribuée à la porte de la Biennale 1961. « Non seulement, poursuit Bouret, il « en fut l'inventeur, mais il a contre « vents et marées soutenu ce drapeau « de la jeunesse à la hampe évidemment fragile. Cogniat est une sorte « de saint laïque de la peinture. » Drôle de saint qui fit traîner Lorjou en correctionnelle parce que ce gros vilain l'avait traité de « bourrique officielle ».

Cogniat lui-même semble éprouver une certaine inquiétude devant son invention. Il écrit dans « Le Figaro » (30-9-65) :

« Il est toujours facile aux aînés « de nier l'intérêt ou la valeur des « apports des jeunes, de s'irriter « devant leurs provocations. Il n'en « reste pas moins certain que cette « jeunesse aura un jour le pouvoir et « apportera dans son temps le reflet « de ce qu'elle a pensé et éprouvé « lors de ses débuts. Celle d'aujourd'hui nous donne le témoignage « malhabile d'une série de refus : « refus de la morale ou des tabous ; « refus des habiletés techniques ; « refus des structures ; refus du « monde social. Mais cet ensemble « de refus n'est pas, en fait, une « négation, il est si total qu'il devient « un acte positif. L'inquiétant sentiment à la fois de solitude et de « collectivité qui s'en dégage nous

« donne une impression de malaise « parce que cela va totalement à « l'encontre de notre passé et de ce « que furent nos espoirs. »

Pauvre Cogniat ! Le « Syndicat » saura bien vite le consoler sinon le rassurer.

Jean CLAUDE.

ROMAN

Le cas Fantomas

LE roman feuilleton et son archétype « Fantomas », quels sédiments abandonnent-ils, dans leurs vagues cycliques de papier coloré ? Entretiennent-ils comme une sorte « d'opium du peuple » en excellente affaire commerciale, les lieux communs, les idées acquises une fois pour toutes, et cette part de conformisme anti-révolutionnaire qui est une des constantes de la passivité à peu près permanente des masses ? La dose de vérité tient de l'évidence dans cette conception-cliché. Mais quand une conception devient cliché, la part de l'insuffisance devient non moins évidente.

Ne peut-on se demander au contraire, comme l'ont montré les surréalistes à propos de « Judex » et de sa « Nouvelle Mission », si ces romans ne sont pas des manifestations irremplaçables, aux lieux et dans les circonstances où elles sont décelées, des irrépressibles aspirations toujours renouvelées à une transformation effective du monde dans le sens de la beauté et de la liberté ? Ne sont-ils pas, en termes conventionnels, les paradoxales expressions

de l'intensité du désir de secouer l'aliénation sociale ?

Est-ce là qu'il faut chercher la source d'une sensation onirique difficilement repérable sous cette forme universellement et immédiatement efficace dans d'autres domaines de la fiction romanesque, et, dans les meilleures réussites du genre, celle d'un courant d'énergie poétique qui dépasse amplement tout rapport imaginable avec les préoccupations initiales des auteurs, lecteurs ou téléspectateurs ?

Ces considérations valables pour la bonne époque des romans feuilletons volumineux sont-elles encore de saison dans notre monde mécanique, comme tendraient à le prouver les succès renouvelés de « Rocambole » ou de « Belphegor » réapparaissant sur le petit écran au cours des dernières années ?

Et ne sont-elles pas les preuves que la poésie latente du roman populaire en est l'aspect caché qui est le plus avidement recherché quoique de façon purement intuitive par les foules populaires ? Car, comme l'écrivait Simone Weil, « elles ont plus besoin encore de poésie que de pain ».

Tels sont quelques-uns des problèmes, entre autres, que pour l'intérêt d'abord qu'elle y a trouvé, pose à son tour et à sa manière, dans le sillage de Guillaume Apollinaire, l'équipe de la Tour de Feu.

L'équipe habituelle et ses invités. Sa recherche amène de curieuses découvertes — poèmes — chansons — complaintes — essais — complaintes ou pas pour le retour de Fantomas, « Fantomas à la Sorbonne ». Le cinéma imprimé de Marcel Allain. Portrait souvenir d'un ami de Fantomas — pour en finir avec Fantomas — anthologie-bibliographie enfin complète, etc., jusqu'à ce curieux prélude à une thèse de doctorat sur « Fantomas » ou la conversation dans le roman populaire, langue vivante d'une équipe.

Ainsi se présente sous belle couverture en couleur — le fort volume — format revue « ESPRIT » ou « TEMPS MODERNES », numéro spécial de la TOUR DE FEU. Le livre impopulaire (Jarnac), ce fascicule contient plusieurs récits incomplets, avec illustration de la Belle Époque, réalisé par Pierre Boujut et Jean Duperray.

Demandez en spécifiant : le numéro spécial « Fantomas et Marcel Allain ». A notre librairie, prix : 5 F.

Jean DUPERRAY.

« La Critique cinématographique »

Si l'on s'attache à examiner ce que devrait être une critique cinématographique militante, c'est-à-dire appartenant à une publication engagée soit sur le plan politique, soit sur le plan de l'art, on s'aperçoit que les films qui devraient intéresser cette critique ne sont que rarement signalés.

Il me semble qu'avant toute chose, le devoir d'un critique engagé devrait être, non pas de rendre compte des films à la mode, des œuvres filmiques dont le Tout-Paris cinéophile parle, mais bien au contraire de faire découvrir les films dont personne n'a entendu parler, qui passent inaperçus, programmés à la sauvette et sans publicité.

Michel Cournot, le dynamique critique du « Nouvel Observateur », suit pas à pas les progrès de la Nouvelle Vague, s'extasie devant le dernier Godard, dont tout le monde assurément parlera sans que Michel Cournot y soit pour quelque chose. De même, notre excellent confrère « Liberté », dans son numéro du mois d'octobre, analyse quelques productions récentes dont on cherche vainement l'apparement avec la thématique d'un tel journal.

Bien sûr, nous avons ainsi l'opinion de deux journaux « de gauche », « le Nouvel Observateur » et « Liberté », sur les films que tout bon Parisien verra à un moment ou à un autre, les films « dans le vent », les films les plus à la mode. Par contre, un film aussi important socialement et artistiquement que « Schock Corridor » n'aura pas droit dans « Liberté » à quelques mois, tant on est pressé de donner son avis sur « Marie-Chantal contre le docteur Kah » ou « Le moment de la vérité ».

Ce dernier film, qui suscite l'enthousiasme le plus unanime de la critique et en particulier des deux publications que nous avons prises pour exemple, mérite que l'on s'y attarde.

Francisco Rossi, son auteur, qui a déjà signé deux films intéressants à plus d'un titre, vient de sortir cette superproduction en technicolor où la banalité la plus écrasante le dispute au symbolisme le plus primaire aboutissant à l'ennui le plus total.

Comment ! on traite de « violence réaliste » cette bleuette, de cinéma — vérité cette monumentale erreur dans laquelle toute audace est sciemment laissée de côté ? Certains de crier au génie parce que l'on trouve une combien timide attaque contre le régime de Franco, oubliant des films comme « Terre sans pain » ou même « L'Espoir » pour ne citer que les plus connus, films qui eux n'avaient pas peur de s'attaquer directement et sans ambiguïté à la misère de la société espagnole ou au fascisme.

L'auteur a promené ses caméras dans les quartiers du port de Barcelone. On aperçoit tout à fait dans le fond de l'image l'amorce d'un quartier ouvrier que les cinéastes clandestins connaissent bien, et dans lequel se trouvent justement les meilleurs exemples de la « richesse » du peuple espagnol. Ici, le cinéaste a montré, comme exemple, le « barrio chino », piège à tou-

riste en mal de paëlla s'il en fut, quartier par ailleurs fort pittoresque et pas plus misérable qu'une banlieue ouvrière de chez nous.

Un immense plan qui n'en finit pas nous montre le paysan espagnol quittant sa mère pour aller travailler en ville. Au moment de la séparation, la barrière du passage à niveau tombe, symbolisant le cordon ombilical qui se brise. Voilà les audaces qui font aujourd'hui crier de joie la critique, comme s'il n'existait plus de cinéastes et qu'il faille se rabattre sur les tristes productions conformistes qui font courir le Tout-Paris... On nous montre la mort d'un taureau, avec le sang qui coule de son nez. Quelle cruelle vérité ! quelle audace ! Mais les critiques n'ont-ils pas vu « Corrida Interdite » ou « Le sang des bêtes » ?

Il se peut que le dernier « Marie-Chantal » soit un film distrayant, mais ne vaudrait-il pas mieux mentionner « La flèche brisée » le premier western anticariste, ressorti à Paris pour la première fois depuis quinze ans, et qui est tout de même une date dans l'histoire du cinéma américain, passionnant d'ailleurs tant il rappelle la guerre d'Algérie et la mentalité des « pieds-noirs » à chaque phrase de dialogue...

Personne n'a parlé, à sa sortie, de l'extraordinaire film de Carlo Lizzani « Traqué par la Gestapo », pas plus d'ailleurs que du « Procès de Vérone », du même auteur, ou du « Bossu de Rome », ce dernier, bien que scandaleusement émasculé par la censure, demeurant une des plus belles œuvres révolutionnaires (dans notre sens à nous) qu'ait données le cinéma italien.

La critique « engagée » suit la mode, et si un film ne sort pas aux Champs-Élysées, il a bien peu de chances d'attirer les regards de la critique de gauche, tant celle-ci est avide de dire son petit mot sur le dernier succès commercial du jour.

Quant à la prétendue valeur artistique des films qui doit primer sur leur sens politique, éternelle excuse de ceux qui préfèrent parler des grands réalisateurs à la mode plutôt que de hanter les petites salles à la découverte de valeurs pas encore reconnues, qu'il suffise de dire que les journaux en question n'ont pas cru devoir consacrer la majorité de leurs colonnes ce mois écoulé à une des manifestations en faveur de l'art cinématographique la plus importante depuis des années, à savoir la reprise dans deux grandes salles des chefs-d'œuvre du cinéma expressionniste allemand muet, de « Caligari » au « Docteur Mabuse ».

La critique de gauche ne s'intéresse pas aux films de gauche, ne s'intéresse pas aux manifestations de l'art cinématographique, ne s'intéresse pas à chercher les films qu'il faut défendre, mais ne songe qu'à suivre le goût actuel du public bourgeois et à s'enliser dans les plus inutiles polémiques.

Elle n'a rien à dire.

Jean ROLLIN.

▲ DISQUES

Dans cette vie moderne où nos loisirs sont de plus en plus canalisés, où la radio et la télé nous imposent de plus en plus les goûts de maîtres occultes, le discophile a encore le privilège de pouvoir acheter et écouter ce qui lui plaît. Chaque semaine nous apporte quelque bonne nouvelle. C'est ainsi que nous avons appris que Cora VAUCAIRE doit enregistrer prochainement un grand 33 tours consacré aux œuvres de Jacques PREVERT. Nous ne manquerons pas de signaler en temps utile la sortie de ce disque qui ne peut qu'intéresser nos lecteurs tant par la sympathique personnalité de l'auteur que par la qualité du travail de l'interprète.

Les éditions Philips avaient publié un album de huit grands 33 tours contenant toutes les chansons de l'ami Georges BRASSENS. Ce luxueux trésor était un peu onéreux pour des bourses que la stabilisation assèche de plus en plus. Il est maintenant possible d'acheter séparément ces disques qui contiennent chacun de 10 à 14 de ces chefs-d'œuvre dont Georges a le secret et qui font un total de 92 chansons (1).

Denise BENOIT (45 tours Ades LA 4032) dit et chante Georges BRASSENS. Denise BENOIT est une interprète au métier sûr dont la formation classique et l'intelligence ont fait une de nos meilleures fantaisistes.

MICHELE et CHRISTIAN (45 tours Ades VS 597). Ces deux jeunes duettistes, que nous avons applaudis dans bien des fêtes libertaires, donnent libre cours à leur science de la satire dans *Amor, amor, Télévision, Le temps des Je t'aime, C'est pas du Western, Si vous avez peur du loup*. Il y a dans ce disque une fraîcheur que l'on ne trouve plus guère de nos jours.

Pierre VASSILIU (45 tours Decca 460924). Cet auteur-compositeur-interprète collectionne les difficultés avec la censure et ce n'est pas ce disque (son cinq ou sixième) qui arrangera sa situation à la radio. De cela, il a l'air de se foutre éperdument, ce qui nous le rend particulièrement sympathique. Les joyeux drilles, La boutique à tabac, La famille Tuyau de Poêle, Alain, Aline, vcus communiqueront cette saine gaieté, dont les emmerdeurs voudraient nous sevrer.

Jean YANNE (45 tours Barclay 70741) nous manquait. Il nous sert ici quelques-unes de ces farces qui sont sa force de frappe à lui et qui ne contribuent pas peu à entretenir notre bon moral : *Si tu t'en irais, Pourquoi m'as-tu mordu l'oreille ? L'éunuque, Mon cher Albert*. Les discophiles se réjouiront d'avoir à portée de la main et de la trompe d'Eustache des chansons que l'on ne peut entendre que dans les cabarets ou dans nos galas, nos amis de province ont ainsi la possibilité de mesurer ce qu'ils perdent.

J.-F. STAS.

(1) Ces disques, comme tous les autres, peuvent être procurés par la librairie PUBLICO, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e) (expéditions en province).

Les Grandes Conférences de Paris

Lundi 15 novembre à 21 heures

Salle Cortamberg, 39, rue Cortamberg, Paris-16^e

Sujet : Albert Camus.

Orateur : Maurice JOYEUX.

En attendant BRETON

par J.-L. Gérard

Le 22 avril 1964, l'hebdomadaire « Arts » faisait dire à André BRETON : « Je puis annoncer qu'une exposition surréaliste, digne de ce nom, s'ouvrira dans les prochains mois... »

Et, dans un article intitulé : « Le Surréalisme continue » (M. L. de juin 1964) j'ajoutais : « Nous enregistrons avec plaisir la nouvelle d'une manifestation qui ne manquera pas de retenir l'attention de nos lecteurs. » Dix-sept mois ont passé. Mais, cette fois, notre attente sera comblée. Une date m'a été donnée. A partir du 9 novembre, nous pourrions donc enfin voir cette exposition à la Galerie de l'Œil (3, rue Séguier).

Par son titre « L'Ecart absolu », elle se place sous le patronage du socialiste Charles FOURIER. Les principales préoccupations du monde actuel y seront mises en question. Elle mettra surtout à l'épreuve de l'humour les méthodes de séduction et d'abrutissement propres aux moyens d'information de masse. Les œuvres des jeunes surréalistes y auront leur place à côté de celles des aînés de la première génération.

En attendant, je vous propose quelques accrochages qui m'ont paru dignes d'intérêt.

Jusqu'au 6 novembre, Paul COLLOMB présente un bel ensemble d'aquarelles et de dessins chez Sagot - Le Garrec (24, rue du Four). Ses aquarelles : des paysages, bords de mer ensoleillés ou campagnes et montagnes neigeuses ; ses dessins : des enfants ; le tout est traité d'une manière peut-être un peu trop traditionnelle mais ne manque pas de vie.

Jusqu'au 7 novembre, Devi TUSZYNSKI expose des miniatures dans le cadre parfait de la Galerie Dauphine (19, place Dauphine). Résultats d'un travail prodigieux, ces dessins à la plume nous font découvrir le monde à travers l'œil d'un orfèvre. Ses paysages (en majorité vénitiens), ses animaux et ses figures racontent tous une histoire multiple. On peut passer une heure devant un carré de parchemin illustré par Tuszynski, on n'aura pas fini d'en déchiffrer la légende.

Jusqu'au 10 novembre, Alike WATTEAU jongle avec ses « métamorphoses » à la galerie Motte (22, rue Bonaparte). Peintre ou romancière, elle ne cesse pas de créer un univers magique où la sensualité domine. Ses femmes deviennent animaux, végétaux, selon sa volonté. Son imagination ne connaît plus de borne. Même si l'on peut la rapprocher d'une Léonor FINI, on ne peut nier ni son talent, ni son métier. Remarqué un excellent portrait de Mouloudji.

A MARSEILLE AUSSI

Car, enfin, Paris n'a pas le monopole des arts.

Du 3 au 17 novembre, TOROSSIAN exposera un choix de peintures et de gravures à l'Atelier Cézanne (24, rue Paradis, à Marseille). Ce jeune peintre libanais que Paris méconnaît encore, recevra, je l'espère, un meilleur accueil de la part de Marseille. La sélection qu'il y présentera mérite une visite et la consécration des amateurs.

★ RADIO

Lors de sa rentrée, le conseil d'administration de l'O.R.T.F. a reçu communication des prévisions budgétaires fixées par les services du bon Giscard dit d'Estaing.

Il ressort de ces chiffres que les dépenses augmenteront au cours du prochain exercice, que les rentrées seront elles aussi plus importantes, mais que le déficit sera de quelque 140 millions cette année et d'une centaine de millions en plus l'an prochain. D'autre part, les grèves qui sévissent de nouveau n'entraîneront-elles pas bientôt une révision de ces chiffres ? Il est très probable que la redevance, dont l'augmentation prévue avait été retardée, se verra arrondie après les élections, dans le cadre du plan de stabilisation bien entendu. En Espagne, Franco supprimera en 1966 la taxe sur la télévision, il est vrai que là-bas seuls ses amis peuvent s'offrir le luxe d'un récepteur.

Jaloux sans doute des prérogatives du ministre de la propagande Peyrefitte, le grand patron de la police Frey a propulsé près du directeur de la radio Pierre de Boisdeffre un conseiller de direction nommé Guy Begué. La préfecture de police occupait bien au Salon de la Radio un impor-

tant stand où le racolage avait sa place. Cela s'appelle « l'interpénétration des services »...

Pleins d'optimisme, les services de sondage de l'opinion publique affirment que de 6 à 10 %, où elle était descendue, l'écoute des programmes O.R.T.F. atteint présentement 45 à 55 % des auditeurs français. Nous on veut bien, mais avec l'originalité des émissions actuelles, cela risque fort de ne pas durer longtemps.

Nos amis espérantistes, quelque peu abandonnés par l'O.R.T.F., savent-ils qu'il existe une dizaine d'émetteurs étrangers qui diffusent quantité d'émissions dans la langue chère à Zamenhof. Nous donnerons le mois prochain une nomenclature de ces émissions.

Dans notre dernier numéro, une ligne « avalée » par le linotypiste enlève tout sens à ma seconde phrase ; il s'agissait d'un « agrandissement de la rubrique tiercé faisant partie du plan d'abrutissement général ».

J.-F. STAS.

■ VARIÉTÉS

De très bons spectacles à des prix raisonnables

A PACRA (music-hall du Marais)

Ceux qui ne connaissent pas cette salle pimpante et sympathique ont tort. On y donne d'excellents programmes. On y retrouve conservé contre vent et marée l'ancienne et la jeune tradition du music-hall. On s'y repaît de souvenirs en pensant au théâtre des Funambules.

Brillante réouverture avec le récital des Frères Jacques, puis les semaines suivantes, c'est Catherine Sauvage que l'on savoure. Cette fois pendant une grande partie de son tour, elle chante la joie de vivre, la joie d'aimer, intercalant ainsi des chansons souriantes avec les bouleversantes œuvres de Léo Ferré qui ne sont jamais assez nombreuses pour nous. L'art du geste, l'art de dire... et avec quelle intelligence...

Au même programme, Gérard Séty, ce grand artiste unique, « transformiste », humoriste dont on voudrait parler plus longuement et dont les trouvailles sont des petits chefs-d'œuvre d'esprit et d'ingéniosité.

Mais où est donc Betty ? Comme elle nous manque. Sans elle les spectacles Pacra n'ont plus la même saveur. Elle mettait le public en confiance, créant un climat de

bonne humeur bon enfant, une ambiance populaire sans vulgarité... Ohé ! monsieur qui présidez au destin de ce plaisant music-hall, rendez-nous Betty et vite...

AU CAVEAU DE LA REPUBLIQUE

Somptueux programme où rire et esprit sont rois. Pas une faille. Anne-Marie Carrière qui égratigne si bien et sans douleur, Roger Nicolas et ses innombrables histoires ont joint leur grand talent à ceux de Pierre Gilbert, Raymond Baillet, Daniel Mussy... On passe une soirée époustouflante.

AUX TROIS BAUDES

Un spectacle à ne pas manquer, Deux Chats et une souris, entièrement conçus et interprétés par les Trois Ménestrels. Un régal de goût et d'esprit, fourmillant d'inventions malicieuses, mené avec un rythme trépidant où la poésie et l'émotion y tiennent une large place. Des scènes toutes plus ravissantes les unes que les autres où la cocasserie, la drôlerie et la finesse se sont rencontrées pour nous réjouir... Quels merveilleux artistes...

Suzy CHEVET.



Le Roi des Rats

par Maurice Frot
(Edit. Gallimard)

Cendrars, Céline, Miller (le vrai) ? Disons que Maurice Frot peut être de ceux-là, mais autrement, à la manière de... Maurice Frot. Sa phrase est drue comme celle de Miller, son ton est haut comme celui de Céline, l'anecdote, comme chez Cendrars, dépasse la fesse, le misérabilisme peut atteindre le drame aux deux dimensions : la dimension intérieure, la dimension extérieure. Mais Maurice Frot ne triche pas, il ne fait aucune concession aux traditions littéraires les plus enracinées et qui veulent qu'on roule la phrase anarchiste dans la soie des robes de putains de haute lignée (voir Cocteau) ou que la révolte soit l'accident d'une conscience torturée par la folie ou par les dividendes comme chez... disons les anarchistes de luxe de l'ex-N.R.F. - Ecoutez plutôt...

« Mais l'insurrection du peuple opprimé, la guerre de classes, la guerre aux iniquités à l'injustice, aux spoliations, la guerre à l'exploitation, la guerre à la brutalité, à la bestialité et au mépris, la guerre revendicative contre toutes les humiliations et pour la dignité humaine devient un langage nécessaire. La lutte qui libérera l'homme n'est une guerre que de nom

et l'insurrection est un devoir sacré dès l'instant où, prise de conscience, chaque poussière de la masse que l'on opprime la sent pousser en elle comme une nécessité. Alors oui, la guerre est juste mais là seulement... Et sans concession aucune aux jeux stratégiques des guerres d'hommes, de patries... »

Voyez le ton ! Ce que nous conte l'énergumène lâché entre les pages éditées par Gallimard, la bourgeoise et poussiéreuse firme de la rive gauche, est somme toute banale; Maillard a fait l'Indochine. Le revolla dans la banlieue parisienne et il fait l'inventaire. C'est horrible et simple, le meurtre, le viol, la camaraderie, la peur des femmes, l'alcool. Dans sa tête, les images monstrueuses se pressent qui font jaillir en un immense déferlement de mots qui submergent le lecteur et le laissent sans voix. Ça et là pour se raccrocher, pour chasser le rat qui le ronger, Maillard tend le bras vers l'espoir. Cet espoir porte un nom, c'est l'anarchie et alors il mord à belles dents « dans le pain frais de l'anarchie, clame... les strophes majestueuses du poème qui a titre *Anarchie* ».

Si Maurice Frot parle de la révolution en révolutionnaire, il parle de l'anarchie en poète. La critique bourgeoise d'abord décontenancée a poussé un soupir de soulagement et l'homme qui rédige pour le « Canard enchaîné » les notes de lecture a donné le ton. Les anar... pas ? « C'est fait pour faire le chemin seul vers les étoiles. » Ne mélangeons pas le spirituel et le temporel, accordons-leur que les beaux mouvements d'âmes, les révoltes châtées, sont de leur compétence. Mais le temporel, minute... ne touchez pas, vous risquez de rendre enragé le petit bourgeois voltairien qui adore les gros mots qu'on

prononce dans les salons mais fronce les sourcils au bruit de la rue. Frot, lui, a exalté l'anarchie, conception de l'âme mais également une insurrection dont le projectile n'est pas simplement le mot. Et sur tout cela, il fallait un poète pour nous le présenter sans équivoque, Léo Ferré, incisif et exaltant a donné à ce livre son ultime parure.

On attend avec curiosité la réaction des grands jurys de fin d'année. Mais pour faire ingurgiter à ces tempéraments maladifs une médecine aussi forte que le « Roi des Rats », j'ai bien peur qu'il ne manque à ces cénacles un Léon Daudet de la bonne cuvée. Et puis, couronner un ouvrage qui par sa facture domine tout ce qui a été écrit ces dernières années, quelle responsabilité, pas ?

Le Feu d'Espagne

par Loys Masson
(Edit. Robert Laffond)

Voici un livre qui devrait attirer l'attention de nos lecteurs, Loys Masson, dont j'ai déjà à cette place même signalé le beau livre « Le Notaire des Noirs » nous conte l'histoire de l'immigration espagnole ou plutôt d'un émigré espagnol appartenant à la F.A.I. Mais cette histoire bien particulière nous fait, par ses prolongements, mieux comprendre le drame de ces hommes qui se sont mal adaptés et dont le point de gravité oscille entre un passé romanesque et la vie tranquille qu'ils ont fini par se créer.

Andréas militant anarchiste vit en exil à Toulouse. Diminué par ses blessures, il a concentré toutes ses aspirations en son fils qu'il a élevé dans l'espoir de le voir prendre sa place dans la lutte contre Franco. Manuel, le fils, rentre en Espagne avec d'autres jeunes gens. Ils sont arrêtés et Manuel dénoncera le re-

seau auquel il appartient. Le drame est noué. Le conflit entre Andréas et sa femme éclate. Le retour de Manuel subitement gracieux, va le porter au paroxysme. Dans ces êtres qui s'affrontent, le père, la mère, le fils, c'est tout le drame de l'émigration qui se pose, aggravé par la présence symbolique d'un chef de la résistance qui cherche à se renseigner sur l'origine de la dénonciation.

Surtout ne croyez pas que cette trame donne à l'auteur l'occasion d'une fresque romanesque et héroïque. Ce n'est pas son genre. Avec ce talent admirable, cette retenue, cette pudeur, qui en font un écrivain à part dans nos lettres, Loys Masson, s'est davantage attaché à étudier les mouvements de l'âme que les gestes de légendes. En écartant résolument le clinquant, le folklore, il nous a donné le portrait le plus juste d'un émigré. Non pas du chef héroïque qui vit sa légende dans un rêve, mais du militant, de l'homme de tous les jours sans grande défense contre l'ambiguïté de sa position.

C'est un livre qui enchantera tous ceux pour qui les histoires ne valent que par la manière dont on nous les raconte.

COLLECTIONS POPULAIRES

LA LUTTE DES CLASSES, de Raymond Aron (Idées). — Ce livre dont j'ai déjà parlé d'autre part est à la fois une étude sur la société industrielle de notre époque et un essai de justification des classes de cette société.

LA MORT A VENISE, de Thomas Mann (L. de P.). — Ces trois nouvelles de l'écrivain allemand trouvent leur unité dans le conflit qui oppose la conscience et la sensibilité au milieu artistique.

LES DIABOLIQUES, de Boileau-Narcejac (L. de P.). — Le film a popularisé ce roman policier qui d'ailleurs lui est bien supérieur. C'est une remarquable étude de caractères de femmes plus qu'un roman d'action.

LA LITTÉRATURE A L'ESTOMAC, de Julien Gracq (Liberté). — Ce pamphlet célèbre a bien vieilli c'est le moins que l'on puisse dire. Il reste surtout curieux par son raisonnement complexe et son style indirect. Mais que diable reste-t-il donc du surréalisme dans tout cela ?

FRANÇAIS ENCORE UN EFFORT, de Sade (Liberté). — Cette pièce de Sade est curieuse en ce sens qu'elle nous renseigne sur les exaltations politiques et sociales de l'auteur. Ses déclarations sur l'athéisme en particulier restent actuelles. Mais ce livre vaut surtout par la remarquable préface de Maurice Blanchot qui est une indispensable introduction à l'œuvre du divin marquis.

Librairie PUBLICO

Demandez-nous vos livres, vos disques.

Vous ne les paierez pas plus cher et vous nous aiderez
3, rue Ternoaux, Paris (11^e)

C.C.P. Paris 11289-15
Téléphone : VOLTAIRE 34-08
Les frais de port sont à notre charge (Pour tout envoi recommandé, ajouter 0,60 F aux prix indiqués.)

En collaboration avec les Editions de Delphes
NOUS REEDITONS un ouvrage introuvable de Michel BAKOUNINE

FEDERALISME, SOCIALISME, et ANTITHEOLOGISME

Un volume cartonné de 224 p., format 11x18, en souscription : 9 F à verser au C.C.P. 11.289-15, Paris, Librairie Publico. La souscription sera close le 15 décembre.

EN SOUSCRIPTION

NI DIEU NI MAITRE

Anthologie historique du mouvement anarchiste réalisée par l'équipe des Editions de DELPHES sous la direction de Daniel GUERIN.

Un livre de 512 pages relié pleine toile et comprenant un cahier d'iconographie, en souscription (exemplaires numérotés) : 36 F

C.C.P. Librairie PUBLICO 11 289-15 PARIS

NOUVEAUTES

- Louis LECOIN : Le Cours d'une vie 18
- Wilhelm REICH : La crise sexuelle 10,50
- Georges GURVITCH : Pour le centenaire de la mort de P.-J. Proudhon. Proudhon et Marx - Une confrontation 12

- Maurice FROT : Le roi des rats 19
- Max AUB (en espagnol) : Campo frances 18
- Aristide BOCHOT : Sauver l'humanité 6
- Geneviève CACERES : La lecture 1

Maurice FAYOLLE REFLEXIONS SUR L'ANARCHISME

Dans cette brochure, un militant fait le point d'un siècle d'anarchisme face à l'évolution globale des sociétés.

Prix : 2,50 F

En vente : Librairie Publico 3, rue Ternoaux, PARIS (11^e)

ECRITS DE BORIS VIAN

- Théâtre : Les Bâtisseurs d'Empire (pièce en 3 actes) 7,50
- En 10-18 :
- L'Écume des jours 2,50
- L'Automne à Pékin 2,50

HISTOIRE DES IDEES

- ANGEL P. : Essais sur Sorel 9
- ARMAND : Sa vie, sa pensée, son œuvre 15
- BAKOUNINE : Bakounine et l'Italie T. 86
- Tome I^{er}, volume I 79
- Tome I^{er}, volume II 104
- Textes sur la liberté 3
- Fédéralisme, socialisme et antithéologisme (en souscription) 9
- BERTH : Les méfaits des intellectuels 10
- Du capital aux réflexions sur la violence 6
- Les derniers aspects du socialisme 4
- BOURGEOIS : Les théories du droit international chez Proudhon 6,50

QUESTIONS OUVRIERES

- ALBA : Le Mouvement ouvrier en Amérique latine 6
- BESNARD P. : Le Monde nouveau 3
- CHAUMEL : Histoire des cheminots et de leurs syndicats 8
- CHAUVET P. : Les Ouvriers du livre en France 25
- COLLINET : L'Esprit du syndicalisme .. 6,60
- DANOS et GIBELIN : Juin 1936 6

- DOLLEANS M. : Histoire du mouvement ouvrier en France (3 tomes) 30
- DOLLEANS et CROZIER : Angleterre. - Allemagne. - France. - U.S.A. 15
- DOMMANGET M. : Histoire du Premier Mai. 8
- DUPEUX : Le Front populaire et les élections de 1936 19
- GUERIN D. : 1936. Front populaire 19
- KRIEGLER A. : Les Internationales ouvrières 4,77
- LANZILLOT : Le Mouvement ouvrier en Italie 6
- LEONETTI : Italie 6
- LOUIS P. : 150 ans de pensée socialiste 18
- Histoire du socialisme en France 10

DISQUES

- Chants de lutte par les camarades : L'Internationale; Ceux d'Oviedo; Zimmerwald 10
- Disques (en italien) :
- I canti del Lavoro, n° 2. 15,50
- I canti del Lavoro, n° 3. 15,50
- Canti anarchici, n° 3.... 15,50
- Les 7 disques de l'album BRASSENS sont mis en vente. Chaque exemplaire. 26
- Chants des syndicats américains 26
- Histoire de France par les chansons.
- Les revendications sociales avant 1914 : L'Internationale; Le grand « métinge » du Métropolitain. 10,65
- BRASSENS G. : Les Copains d'abord; Le Mouton de passage (45 T) 9,65
- Tous les Brassens.
- BARBARA : Ce matin-là; le Verger en Lorraine (45 T) 9,65
- FERRE L. : Ni Dieu, ni Maître (45 T) 9,65
- FANON : La Petite Juive; Tête de quoi... (45 T) 9,65
- CHANTS de la Révolution cubaine (33 T) 26
- Chants de la Révolution mexicaine (33 T) 26

- FAURE S. : Naissance et mort des Dieux (45 T) ... 8,00
- MORELLI M. interprète les chansons de Mac Orlan (33 T) 22,25
- Chante J. Rictus et G. Couité (33 T) 22,25
- PREVERT J. : Chansons interprétées par E. AMADO, M. ARNAUD, G. MONTERO et C. VAUCAIRE (33 T) 22,25
- SAUVAGE C. : Chansons de cœur... chansons de tête. 25
- Récital 22,50

DISQUES DE JAZZ

- 45 t : 9,65 F - 33 t : de 22,25 à 27 F
- Out of nowhere; Dewey Charlie PARKER : Vogue EPL 8.202 (45 tours) Scapple from the apple; Out of nowhere; Dewey Square; Klactoveedestene.
- Charlie PARKER et Miles DAVIS : Barclays 74.038 (45 tours) Au private; She rote; K.C. blues; Star Eyes.
- Louis ARMSTRONG : 1° Armstrong joue W.C. Handy, 45 tours, Philips 429.420 BE, Saint-Louis Blues; Memphis Blues; Beale street blues.
- 2° Satchmo plays King Oliver, Steréo, 33 tours Stereodic 142.001. St. James Infirmary; Jelly roll blues; Old Kentucky home; Chimes blues; I ain't got nobody, etc.
- Charlie MINGUS : Pithecanthropus Erectus, 33 tours, Atlantic 332.023.
- The Jazz Messengers, 33 tours Philips B 07.175 L (oscar du disque de jazz 1957).
- Jimmy SMITH : The Sermon ! J.O.S. Flamingo, 33 tours stéréo Blue note 4.011.
- Teddy BUCKNER : 45 tours EPL 7.919 Vogue. Didn't he ramble; Honky tonk parade; Battle hymn of republic; Just a closer walk with tree.
- The Modern Jazz Quartet : 45 tours Atlantic 232.002. Night in Tunisia; Yardbird suite.
- Lionel HAMPTON : 45 tours Philips 429.748 BE. Stompin' at the Savoy; Dizzy spells.

GRUPE LIBERTAIRE DE L'EURE

Le groupe organise le 10 novembre 1965, à 21 heures (salle des commissions) (mairie d'Evreux) une réunion

avec Gaston LEVAL

Sujet :

UNE REVOLUTION LIBERTAIRE. (Les collectivités espagnoles.)

Chômage en U. R. S. S.

recueillis par Gr. Balkanski

Il s'agit, d'abord, du chômage. Pour nous, ce n'est pas une découverte. Nous connaissions son existence et il y a longtemps que nous l'avons dénoncé. Mais, le « Monde libre » ne voulait pas y croire. Même des économistes réputés se refusaient d'admettre la possibilité du chômage dans une économie en croissance rapide. Nos avertissements n'avaient pas de poids parce qu'émis par des réfugiés, donc, par des ennemis privés, par définition, d'impartialité. Les seuls renseignements valables ne pouvaient être que les aveux dans les déclarations officielles ou implicitement exprimés dans la presse du régime.

Et voilà que l'heure de la vérité est arrivée. La presse occidentale signale (v. « Le Monde » du 28 août 1965), un article significatif paru dans la revue soviétique « Voprossy Ekonomiki » (juin 1965, n° 6, pp. 23-30). Le chômage est implicitement reconnu. Mais cette presse ne sait ou ne veut pas reproduire les chiffres et les passages les plus révélateurs.

L'auteur de l'article, E. Manevitch, écrit textuellement : « parallèlement à la pénurie de main-d'œuvre dans les zones orientales, il y a, dans certaines régions, un nombre peu négligeable de personnes adultes aptes au travail, non utilisées dans la production sociale. Il s'agit, non seulement des femmes entièrement ou partiellement occupées à la maison, mais d'un nombre considérable d'hommes — jeunes et adultes — occupés aussi dans l'économie familiale et auxiliaire.

« Dans certaines grandes villes, en particulier dans les zones industrielles du Centre, il y a excédent de main-d'œuvre... On constatait déjà, au début du septen-

nat, la présence de ressources de main-d'œuvre inutilisées à Leningrad, Odessa, Moscou et dans d'autres grandes villes. Depuis, l'accroissement de la population active s'est manifesté dans des villes de moindre importance, surtout en Transcaucasie, en Biélorussie, dans les zones du Centre et du Tchernozem et celles du Sud-Ouest, dans les républiques de l'Asie Centrale, ainsi qu'en Moldavie et en Lituanie. Dans ces zones et dans d'autres régions, des effectifs de travailleurs rencontrent des difficultés pour trouver un emploi dans leur spécialité... Alors que la population active non occupée dans la production sociale constitue de 6 à 7 % à Moscou et à Leningrad et atteint 20 %, en moyenne, pour l'ensemble de l'URSS, en Sibirie, elle s'élève à 26 % et, dans certaines villes de cette région, à plus encore. »

Nous prions le lecteur de relire ces passages que nous soulignons, de rafraîchir un peu ses connaissances géographiques et de retenir les pourcentages pour se rendre compte de l'ampleur du chômage dont le terme précis est omis. C'est la majeure partie et les zones les plus industrialisées de l'URSS qui en souffrent et dans quelles proportions ! C'est inimaginable !

Et ce n'est pas tout. En parlant de l'évolution inévitable dans un monde en voie d'industrialisation rapide conduisant à la libération de main-d'œuvre, c'est-à-dire au chômage, et imposant une nouvelle formation et orientation professionnelle, ce qui arrive « dans toutes les entreprises socialistes », Manevitch fait une autre révélation plus importante encore que celle concernant le chômage proprement dit.

Le chômage camouflé

« Cependant, précise-t-il, à la suite d'une série de causes, la réduction de la main-d'œuvre se ralentit et se prolonge. Cela s'explique en partie par l'extension des entreprises, par le passage à la journée de travail réduite, par le désir de l'administration de garder en « réserve » un certain nombre d'ouvriers. Cette attitude est stimulée dans une certaine mesure, par le régime actuel d'encouragement matériel des cadres dirigeants, ainsi que de l'ensemble du personnel car le traitement des ingénieurs et des techniciens, le montant des primes pour l'émulation socialiste et d'autres formes d'encouragement sont établis en raison directe du nombre des ouvriers et des employés... L'administration des entreprises est contrainte par les faits à maintenir à leurs postes les ouvriers et les employés superflus. »

Peut-il y avoir des paroles plus claires que celles-ci ? La mécanisation et l'automatisation dont on chante tous les mérites en URSS peuvent en vain restreindre les besoins en main-d'œuvre, les directeurs des usines gardent en réserve les ouvriers et les employés superflus car leur nombre gonflé dans les entreprises correspondantes permet de toucher des traitements et des primes plus élevés. Ce n'est autre chose que le chômage camouflé bien connu dans l'agriculture des pays sous-développés et dans certains pays capitalistes moins développés, si sévèrement cri-

tiqué par les marxistes. Manevitch nous révèle une nouvelle forme de chômage inconnu dans l'industrie d'aucun pays du monde capitaliste. Une telle économie pourrait-elle être considérée économique ?

D'après une enquête que le même auteur a effectuée dans soixante entreprises industrielles à Moscou et qui comprenait quinze entreprises de l'industrie mécanique et vingt et une de l'industrie chimique (du « chaînon conducteur », selon la terminologie soviétique), malgré la mécanisation et l'automatisation, le personnel et surtout les ouvriers, augmentaient chaque année (sans que la production augmente dans la même proportion — précise Manevitch). Ces entreprises « emploient souvent beaucoup de personnes dont elles n'ont nullement besoin ; les ouvriers sont insuffisamment employés et ils sont utilisés parfois à l'exécution de travaux n'ayant aucun rapport avec la production... La perte en temps de travail, en 1961, dans l'industrie, s'élevait à 231 millions de journées ». Dans une note (manière habituelle des Soviétiques pour dire et camoufler à la fois les choses les plus importantes), l'auteur précise que la perte réelle est supérieure car les arrêts ne dépassant pas 30 minutes ne sont pas comptés.

C'est aussi dans une telle note que le même auteur abordant la fluidité de la main-d'œuvre, qui coûte annuellement une perte de 2 milliards de roubles, dans la-

quelle il cherche une des causes du chômage, laisse entendre que « si entre 1953 et 1958, le nombre des kolkhoziens dans la République russe s'est réduit de 400 000, soit de 4 %, entre 1959 et 1961, cette diminution était de 3 100 000, soit de 27 % ». En trois ans, le tiers presque des membres des collectivités agricoles a quitté la terre partant vers les branches non agricoles pour aggraver le chômage déjà signalé.

Les observateurs occidentaux ont passé sous silence une troisième révélation importante. Manevitch parle aussi de pénurie de main-d'œuvre, « en particulier — précise-t-il — dans les régions orientales du pays ». Il est question de la Sibirie orientale, de la Sibirie occidentale et de l'Extrême-Orient « représentant 50 % du territoire de l'URSS et seulement 10 % de la population totale du pays » — ré-

gions que les Soviétiques s'efforcent de développer pour des raisons, en partie, stratégiques (le « danger jaune »). Staline y prolongeait l'ancienne politique de peuplement des tsars avec ses camps de concentration très nombreux en Sibirie. Ses successeurs continuent l'œuvre entreprise par des moyens moins brutaux. Seulement, les déplacés ne veulent pas y rester et ils partent pour aggraver plus encore le chômage dans les zones industrielles du Centre car ils ne retournent plus à la campagne.

« Les départs de ces régions (c'est Manevitch qui parle), ne cessent pas... L'accroissement total de la population de la Sibirie est un peu inférieur à son accroissement naturel, c'est-à-dire que le nombre des départs était supérieur à celui des arrivées. »

Notons au passage que les U.S.A. ont trouvé un expédient pour réduire de plus de deux millions le nombre de leurs chômeurs : le Vietnam. L'U.R.S.S. ne s'inspirera-t-elle pas de cette recette ?

TOM.

Retour à "l'individualisme" ?

D'autre part, lorsqu'il ne s'agit pas de déplacements forcés ou « volontairement » imposés, mais d'une migration spontanée, d'exode pur et simple ou de fuite systématique des collectivités agricoles — et c'est justement la troisième révélation — ces départs (ou arrivées de la Sibirie) sont dirigés vers le Caucase du Nord et dans la zone centrale de tchernozem, où ils forment des exploitations individuelles. (Est-ce un retour au « capitalisme » ou une résistance forcée des paysans ?) « Entre 1959 et 1961, un cinquième de l'accroissement total de la population de la République Russe se réalise dans le Caucase du Nord, bien que la population de cette région ne représente que le dixième de la population de la République. C'est justement ce fait qui explique pourquoi aujourd'hui un cinquième environ de la population active du Caucase du Nord est occupé dans l'économie individuelle et ne participe pas à la production sociale. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Les paysans russes mécontents des kolkhoz, ne voulant pas aller ou demeurer en Sibirie, ni accepter l'existence de salariés dans l'industrie, s'installent sur de petites parcelles dans les riches terres de tchernozem et dans le climat plus favorable du Caucase du Nord. Au prix d'un travail épuisant et par des cultures intensives, ils produisent davantage et gagnent mieux leur vie. Les autorités ne doivent pas être trop mécontentes de cette évolution qui compense les échecs de la production agricole collective et paraissent fermer les yeux, provisoirement au moins.

Savez-vous, lecteurs occidentaux, que dans le monde appelé socialiste, il n'y a aucun fonds de chômage, ni d'organisme d'enregistrement et de placement de la main-d'œuvre ? Certainement pas. C'est d'ailleurs dans la logique du régime. Si le chômage n'existe pas (au moins officiellement), pourquoi doit-on prévoir un secours aux chômeurs et s'occuper de leur placement ? Manevitch nous le dit et il nous révèle ainsi l'un des plus graves drames de la réalité soviétique. Passons-lui la parole.

« Il est évident qu'il faut, sans plus tarder, créer des organismes spéciaux qui prennent à leur charge le placement des ouvriers et des employés, permettant de libérer de la main-d'œuvre superflue. »

Et il complète, encore en note soulignée : « A l'heure actuelle, il n'y a pas, même dans les grandes villes industrielles, d'organismes spéciaux qui évaluent les besoins en main-d'œuvre, qui possèdent les données nécessaires sur le nombre disponible d'ouvriers demandant un emploi et qui s'occupent de la répartition permanente de la main-d'œuvre. » Et cela s'appelle économie planifiée.

Manevitch de suggérer encore :

« Il serait raisonnable d'assurer matériellement d'une façon déterminée les ouvriers et les employés pendant le temps où les organismes respectifs s'occuperaient de leur placement. Si l'on évaluait les sommes que l'Etat dépense pour payer les ouvriers et les employés superflus dans les entreprises (sans parler du fait que la présence de ces travailleurs superflus est un obstacle à l'amélioration de la productivité), il deviendrait évident que cette assurance matérielle est entièrement justifiable du point de vue économique. » Les capitalistes l'ont mieux compris, en instituant le fonds de chômage.

La dernière révélation de Manevitch concerne le domaine des services où l'ignorance (avec le silence des économistes et le maître des usagers) régnait jusqu'ici en maître absolu sur les vastes terres de l'U.R.S.S.

Il est archiconnu que l'évolution économique contemporaine mène vers le rétrécissement relatif des emplois dans le domaine de la production et vers l'extension des services. L'U.R.S.S. ne voulait pas le savoir et s'opposait obstinément à cette évolution. Les emplois dans ce domaine sont très insuffisants et la population de tous les pays socialistes est très mal desservie. C'est justement dans ce domaine, comme dans l'agriculture, que l'échec du bolchevisme est le plus flagrant.

« Cependant, il n'est pas rare de constater dans nos ouvrages sur l'économie que l'augmentation des emplois dans la sphère productive et leur réduction dans les services sont présentées comme un « avantage » particulier de notre économie socialiste. »

Ce terrible aveu mériterait à son auteur un grain de plomb dans la nuque, si Staline était encore au pouvoir.